

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2358 - 11 octobre 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Licenciements,  
bas salaires,  
travail du dimanche...**

**Non à la  
liberté  
d'exploiter**

p. 3, 12 et 13

**Élection de  
Brignoles**

**L'escroquerie  
du « front  
républicain »**

p. 4

**15 octobre  
Halte aux  
attaques  
contre les  
retraites !**

p. 5

**Plus de 300 morts à Lampedusa**



**Les larmes hypocrites  
des dirigeants européens**

p. 8

# SOMMAIRE

## Leur société

- p. 4 ■ L'élection partielle de Brignoles
- Quand le PS parle de combattre le FN
- Démagogie contre les Roms
- Il y a 52 ans : le 17 octobre 1961
- p. 5 ■ 15 octobre : contre le projet de loi sur les retraites
- La prise en charge des personnes âgées : magouilles gouvernementales
- p. 6 ■ Calais : la protestation des réfugiés syriens
- Montreuil : les sans-papiers des Collectifs Bara s'organisent
- Un bidonville à Metz
- p. 16 ■ Urgences dans les hôpitaux : la pénurie
- L'Etat et l'hébergement pour adultes handicapés
- Les dépassements d'honoraires des médecins
- Malentendants : se soigner reste un luxe

## Enseignement

- p. 7 ■ Priorité aux économies dans l'enseignement
- Aubervilliers (93) : la réforme des rythmes scolaires contestée
- Université de Limoges : une rentrée galère
- Collège Politzer - Bagnolet (93)

## Dans le monde

- p. 8/9 ■ Italie : le naufrage de Lampedusa
- Grèce : quelle sortie de crise ?
- Niger : les marchandages d'Areva
- Russie : affairistes condamnés, contestataires emprisonnés
- Les jeux olympiques de Sotchi en pleine corruption
- Qatar : des dizaines de morts sur les chantiers
- p. 10 ■ Etats-Unis : bras de fer sur l'Obamacare
- Somalie et Libye : nouveaux raids américains

## Dans les entreprises

- p. 11 ■ Alcatel-Lucent
- Bourgeois Découpage - Besançon
- Arles : jugements sur l'amiante
- La manifestation des victimes de l'amiante
- p. 12 ■ PSA Peugeot-Citroën
- PSA Sochaux
- PSA Rennes - La Janais
- PSA Saint-Ouen
- PSA Metz-Borny
- Peugeot Poissy
- p. 13 ■ PSA Aulnay-sous-Bois
- Renault Flins
- Gad Lampaoul-Guimiliau (Finistère)
- p. 14 ■ La Poste - Paris 8<sup>ème</sup>
- Banque Postale - Nantes
- AXA France
- p. 15 ■ Faïencerie de Vitry-le-François
- Cantines scolaires de Villeurbanne
- Hôpital Tenon - Paris 20<sup>ème</sup>

# Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

**Samedi**  
**12 octobre**

## BESANÇON

à partir de 16 h  
Centre culturel de Serre-les-Sapins, rue de Nozières

À 18 h 30, allocution de Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Lutte Ouvrière

## BORDEAUX

de 11 h 30 à 19 h  
Salle Son-Tay, quartier Belcier

## MANTES-LA-JOLIE

à partir de 18 h 30  
Salle des Îles, allée des Îles-Éric-Tabarly (près du Parc des expositions)

À 19 h 30, allocution de Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière

**Samedi**  
**19 octobre**

## ANGOULÊME

à partir de 18 h  
Logis de Chantoiseau, place de Chantoiseau Saint-Michel

## GRENOBLE

à partir de 15 h  
Salle des Fêtes d'Échirolles

à 18 h 30, allocution de Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Lutte Ouvrière

## LE MANS

à partir de 16 h 30  
Salle Pierre-Guédou, rue du Pont

à 20 h, allocution de Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière



## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'Etat de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Editions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière  
audio

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



## Non à la liberté d'exploiter !

Avec l'ouverture dimanche 6 octobre d'un grand nombre de leurs magasins, Castorama et Leroy-Merlin ont maintenu la pression sur le gouvernement pour obtenir l'autorisation permanente d'ouvrir le dimanche. Il s'agit là d'une vaste campagne de propagande patronale, dont le but n'est pas de simplifier la vie des bricoleurs du dimanche mais de faire passer l'idée que le patronat doit avoir le droit, si les affaires et le commerce l'imposent, d'ouvrir en tout lieu et en tout temps. L'enjeu dépasse Castorama et Leroy-Merlin, d'autant qu'ils se débrouillent déjà très bien pour ouvrir ce jour-là, avec mille et une dérogations. L'enjeu, c'est le droit pour le patronat de faire ce qu'il veut, quand il veut, avec ses salariés.

La question pour les travailleurs n'est pas de savoir s'il est pratique ou non de pouvoir faire ses courses le dimanche, mais de savoir si l'on accepte d'être mal-léable et corvéable à merci.

Bien des salariés travaillent déjà le dimanche, dans les hôpitaux ou dans les transports, mais c'est une nécessité sociale. Par contre, rien ne justifie de sacrifier ses loisirs, son repos et sa famille au nom de la rentabilité patronale. En tant que salarié, le travail dominical est un sacrifice et cela doit suffire pour dire non à sa généralisation.

Le patronat, Medef en tête, en profite pour mener une campagne idéologique contre les syndicats et contre les travailleurs qui voudraient lui résister. Il faut que les travailleurs répondent à cette campagne et opposent à la propagande patronale leurs revendications et leurs intérêts. Pour un salarié invité sur les plateaux de télévision afin d'y défendre le droit de travailler le dimanche, combien subissent le chantage patronal, combien résistent et sont forcés de se taire pour ne pas perdre leur emploi ? Les salariés « volontaires » l'expliquent eux-mêmes. S'ils demandent à passer leur dimanche à vendre du matériel de bricolage, c'est qu'ils y sont poussés par la nécessité. C'est qu'ils ont besoin de ces 200 ou 300 euros pour joindre les deux bouts !

Comme les heures supplémentaires ou le travail de nuit, le travail du dimanche n'a rien à voir avec le volontariat : c'est pour les travailleurs sous-payés une situation imposée par leur entreprise ou par leurs salaires de misère. Salaires de misère que l'on trouve

justement chez Sephora, marque du groupe de luxe LVMH de Bernard Arnault, première fortune française, ou chez Leroy-Merlin qui appartient à la famille Mulliez, troisième fortune du pays. Ce n'est pas un hasard. Les actionnaires sont d'autant plus riches que les employés sont mal payés et mal traités, harcelés pour faire du chiffre, contraints aux temps partiels. Si le patronat de la distribution obtient que se généralise le droit d'ouvrir le dimanche, l'exception deviendra la règle et les majorations du dimanche ou de nuit, l'exception. Quant au prétendu volontariat, il n'en restera rien.

Dans sa propagande, le patronat nous sert, comme toujours, l'argument de l'emploi et de la croissance. Quelle hypocrisie ! Un bricoleur ne renoncera pas à l'achat d'une perceuse parce que son magasin ferme un jour par semaine. Quant au chiffre d'affaires réalisé le dimanche par les magasins qui ouvriront, il sera perdu par d'autres, plus petits, car ce n'est pas l'ouverture des magasins ce jour-là qui fera que les travailleurs auront plus d'argent à dépenser ! La campagne pour le travail du dimanche masque une campagne pour la liberté d'exploiter sans entrave. C'est devenu le symbole du combat entre les travailleurs, qui veulent préserver leurs droits, et le patronat, qui veut les démolir un à un.

Le comble est que ce grand patronat rapace et cynique mène sa campagne au nom de la « liberté du travail ». Mais qui est libre de travailler ou de ne pas travailler dans cette société ? Sûrement pas les 5 millions de femmes et d'hommes réduits au chômage, qui cherchent désespérément un travail. Pas les anciens, licenciés ou poussés dehors à quelques trimestres de leur retraite, pas les nombreuses employées à temps partiel qui rêvent d'un temps complet, ni les CDD, ni les intérimaires. Et une fois dans l'entreprise, quelle liberté reste-t-il ? Sûrement pas celle de choisir les jours et les horaires travaillés. Non, il n'y a pas de « liberté du travail », la seule liberté qui s'impose dans la société capitaliste est la liberté d'exploitation.

À nous de la combattre pour nos libertés et nos droits : le droit à un travail et à un salaire décent ; le droit de ne pas passer sa vie à se faire exploiter ; le droit des travailleurs à profiter des richesses de la société, qu'ils sont les seuls à créer !

### Réunions publiques

**« Contre la bourgeoisie  
et ses serviteurs politiques,  
faire entendre le camp des travailleurs »**



### Paris

avec Nathalie ARTHAUD  
et Jean-Pierre MERCIER

**Vendredi 11 octobre à 20 h 30**

Palais de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor – Paris 5°  
métro Maubert Mutualité

*Entrée libre*

### Maubeuge

Avec Nathalie  
ARTHAUD

**Mercredi  
16 octobre à 19 h**

Salle des fêtes de  
Douzies, rue Victor-Hugo

### Montargis

Avec Nathalie  
ARTHAUD

**Vendredi 25  
octobre à 19 h 30**

Salle de la Sirène, 73  
bis, rue de la Sirène

### Thionville

Avec Jean-Pierre  
MERCIER

**Samedi 26  
octobre à 16 h**

Salle du Manège  
5, rue du Manège

## • L'élection partielle de Brignoles

# L'escroquerie du « front républicain »

Les résultats du premier tour de l'élection cantonale partielle du 6 octobre à Brignoles, dans le Var, ont donné le candidat du Front national largement en tête. Le candidat du PCF, soutenu également par le PS, est éliminé. Et le second tour verra s'affronter FN et UMP.

Ce résultat agite les états-majors des partis politiques: PS et PCF s'angoissent devant l'ampleur du recul de leur électorat, le FN salive à l'idée de ce que cela annonce comme futurs succès électoraux, tandis que l'UMP, si elle est ravie de voir les partis de gauche jouer les rabatteurs de voix à Brignoles, s'inquiète plus largement de la concurrence du Front national. Mais que ressort-il réellement de ce scrutin?

Le résultat du Front national (40,4%) est important au regard du score des autres partis (20,8% pour l'UMP, 14,6% pour le PCF soutenu par le PS et 8,9% pour le candidat écologiste), d'autant plus que, pour mesurer le résultat électoral de l'extrême droite, il faut lui ajouter celui d'un candidat dissident (9,1%) qui s'était présenté sous l'étiquette Front national il y a un an à peine.

Mais il n'y a pas pour autant une explosion de l'électorat d'extrême droite: l'abstention a été importante et, si l'extrême droite totalise 3 330 voix, elle avait déjà obtenu 2 654 voix aux cantonales de 2004. En réalité, c'est surtout l'électorat du PS et du PCF qui s'est effondré. Le candidat du PCF paye la politique gouvernementale antiouvrière que son parti a cautionnée implicitement depuis un an et demi, et il la paye d'autant plus qu'il était aussi le candidat du PS. Il le dit lui-même: «*En campagne, nous parlions de politique locale, on nous répondait chômage et difficulté à seulement vivre.*»

Suite au désaveu électoral, PS et PCF ressortent maintenant

l'argument du « front républicain » et appellent à voter UMP. Il y aurait pour eux une « solidarité républicaine » que les travailleurs devraient avoir avec la droite, alors même que celle-ci reproche au gouvernement de ne pas en faire assez pour les patrons et de ne pas cogner assez sur les travailleurs; et alors même que les dirigeants de l'UMP se battent pour savoir lequel ira le plus loin pour concurrencer le Front national dans sa démagogie anti-immigrés et anti-pauvres.

La politique du Front national représente une politique féroce contre les travailleurs, plus encore même que celle du PS ou de l'UMP, mais ce n'est pas en se rangeant derrière ceux qui en font le lit qu'on pourra s'y opposer. Face au chômage et aux difficultés grandissantes des classes populaires, face à la politique du gouvernement pleine de servilité vis-à-vis des intérêts patronaux, il serait vital d'affirmer clairement les intérêts des exploités, sans se confondre avec les partis qui se sont succédé au pouvoir et ont fait payer la crise aux plus pauvres.

Ce que paient aujourd'hui PS et PCF, c'est d'être devenus des piliers du système capitaliste en crise et du régime politique qui le soutient. Leur appel à voter UMP revient d'ailleurs à le confirmer, en affirmant leurs valeurs communes avec ce parti de droite. Ce n'est pas de tels partis qu'ont besoin les travailleurs et les couches populaires.

Pierre ROYAN

## • Quand le PS parle de combattre le FN

# On ne tue pas la mauvaise herbe en l'arrosant d'engrais

Le Parti socialiste a réuni samedi 5 octobre un forum intitulé « La République contre les extrémismes ». Quelques ministres et dirigeants de ce parti s'y sont gravement interrogés sur les causes de la montée électorale du Front national et la meilleure manière de le combattre.

Il ne suffit malheureusement pas de se dire qu'ils défendent leurs prébendes, face à la concurrence d'autres politiciens qui ont hâte d'accéder à leur tour à la mangeoire. C'est vrai, mais ce n'est pas tout: la montée du Front national est à la fois un indice du recul de la conscience de classe et une menace directe pour les travailleurs. Elle est aussi, et à juste titre, un sujet d'inquiétude pour les électeurs traditionnels des partis de gauche.

Le PS se propose donc d'utiliser cette inquiétude pour tenter de conserver ses électeurs... et ses élus. Mais pour cela il lui faut donner une explication de la montée du FN et des perspectives pour la combattre, d'où la tenue de ce forum.

Les orateurs se sont donc succédé pour affirmer que la progression de l'extrême droite est due à la persistance de la crise et du chômage. La porte-parole du gouvernement a expliqué que « la meilleure digue est une protection sociale renouée et renforcée ». Cela n'empêche pas le gouvernement Ayrault de continuer la politique de ses

prédécesseurs, en démontant pièce par pièce les retraites et la Sécurité sociale, en rendant la vie toujours un peu plus difficile aux familles ouvrières. Najat Vallaud-Belkacem a ajouté que le FN serait désarmé si les gens avaient la « certitude que le progrès est en marche » et a cité les « bons résultats » du gouvernement. Mais la réalité de la régression sociale, sous direction d'un gouvernement PS, est bien plus forte que tous les discours. Quant aux « bons résultats », chacun sait qu'ils ne concernent que les bénéficiaires des grandes entreprises et qu'ils sont bâtis sur les suppressions de postes, d'un côté, les subventions offertes par l'État aux capitalistes, de l'autre. S'il ne fallait compter que sur les mesures économiques et

sociales du PS, le FN n'aurait pas de souci pour son avenir.

Sur le chapitre politique, le Parti socialiste rejette la responsabilité sur la droite qui « banaliserait le discours du FN en l'adoptant ». Les dirigeants socialistes ont évidemment beau jeu en dénonçant les multiples discours réactionnaires, racistes ou xénophobes des politiciens de droite.

Mais le PS, loin de les combattre, reprend lui aussi à son compte des arguments traditionnels de la réaction, depuis les discours nationalistes de Montebourg sur le made in France, jusqu'aux diatribes anti-Roms de Valls. Ce dernier est même, paraît-il, la meilleure carte de Hollande pour endiguer le FN... en le copiant.

Comment s'étonner dans ces conditions qu'après l'élection de Brignoles le PS appelle à faire barrage au PS... en votant UMP?

Paul GALOIS



## • Démagogie contre les Roms

# Après Valls, Bartolone...

Interviewé dimanche 6 octobre, Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, a estimé qu'il fallait interdire la mendicité des adultes « avec des enfants mineurs ».

Bien sûr, le spectacle de la mendicité est attristant, mais il devrait amener à se préoccuper

du problème social qu'il révèle. Mais ce n'est pas le souci de Bartolone. Visant très explicitement les Roms, ce dirigeant socialiste a trouvé ainsi le moyen de participer à son tour à la campagne nauséabonde menée contre cette fraction de la population par des politiciens de droite comme de

gauche.

Bartolone qui, dans la même interview, s'est d'ailleurs déclaré solidaire de la politique du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, montre qu'en matière de démagogie il sait ne pas être en reste.

Marc RÉMY

# 17 octobre 1961 : le massacre des travailleurs algériens

Le 17 octobre 1961, alors que l'armée française menait depuis sept ans sa sale guerre coloniale contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance, en plein Paris une manifestation pacifique de dizaines de milliers d'Algériens fut violemment réprimée.

Des centaines de

manifestants furent massacrés par des policiers, sur ordre du préfet de police de l'époque, Maurice Papon, chargé de faire respecter le couvre-feu imposé une douzaine de jours auparavant aux ressortissants algériens.

La violence de la répression fut longtemps niée par les

gouvernements de l'État français, qu'ils soient de gauche ou de droite. Il a fallu attendre 2012 pour que les faits soient officiellement reconnus par le président de la République. Mais, même après plus de cinquante ans, les autorités se sont refusées à parler de crime. Quant aux documents

sur l'histoire de cette période, ils sont encore bien souvent difficilement accessibles.

Mercredi 17 octobre 2013, comme tous les ans, un rassemblement est organisé par diverses associations pour que toute la vérité soit dite, non seulement sur cette tragédie du 17 octobre 1961, mais aussi

sur tous les crimes commis par l'impérialisme français dans cette sale guerre coloniale.

**Lutte Ouvrière s'associe à cette manifestation.**

**Mercredi 17 octobre, à 18h, à Paris, au pont Saint-Michel**



• **15 octobre**

## Contre le projet de loi sur les retraites

Le projet de loi sur la réforme des retraites est examiné par l'Assemblée nationale du 7 au 11 octobre, avant d'être voté le 15, puis présenté au Sénat. À cette occasion, quatre confédérations syndicales, la CGT, FO, la FSU et Solidaires, appellent à diverses actions de protestation.

Les attaques du patronat et du gouvernement contre les travailleurs et les retraités appellent de toute évidence une riposte. Le 10 septembre, une journée d'action organisée par les mêmes confédérations avait rassemblé, dans de nombreuses villes, plusieurs centaines de milliers de manifestants. Un mois plus tard, le 10 octobre, elles appelaient, en Ile-de-France notamment, devant le ministère du Travail, à un « rassemblement interprofessionnel ponctué par une conférence de presse, à partir de 12 h 30 ». Le 15 octobre, trente-trois manifestations régionales sont annoncées, dont, pour la région parisienne, un rassemblement au métro Saint-Augustin à 12 h 30 en direction de l'Assemblée nationale. Des préavis de grève ont parfois été déposés, comme dans la santé ou la fonction publique.

Bien sûr, comme l'écrit la CGT dans son tract national, « augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est une nécessité », et pas seulement « pour relancer l'économie et l'emploi, pour financer la protection sociale et nos retraites », mais, parfois tout simplement pour survivre. Mais, face aux attaques du patronat et du gouvernement, les directions syndicales sont loin de préparer la véritable contre-attaque qui s'imposerait. D'un côté, FO propose une lettre

ouverte aux parlementaires, sous forme de pétition contre le vote du projet de loi sur la réforme des retraites. On peut y lire que « certaines dispositions dont vous allez débattre constituent des avancées, qui demandent cependant à être confirmées et améliorées ». D'un autre, la FSU appelle à « agir pour une autre réforme des retraites », sans parler de la fédération CGT de la métallurgie qui se concentre sur l'appel à un « temps fort » le 18 octobre au Salon des équipementiers automobiles.

Bien sûr, pour les travailleurs qui veulent riposter à la politique gouvernementale et patronale, toutes les



Une manifestation contre la réforme des retraites.

occasions de protester sont à saisir. Cela peut être le cas de ces journées, en particulier celle du 15 octobre. Mais pour « mettre la pression sur les parlementaires »,

comme a écrit *L'Humanité*, et surtout pour faire face avec quelque chance de succès à un patronat de plus en plus arrogant, c'est avec toute sa force et sa détermination que

le monde du travail devra faire entendre sa voix. Et si les consignes des directions syndicales ne le permettent pas, il devra passer outre.

**Viviane LAFONT**

## Une attaque contre les classes populaires

La réforme des retraites examinée à l'Assemblée prévoit un allongement progressif de la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein. Elle s'inscrit dans la continuité des réformes précédentes réalisées par des gouvernements de droite : celle de Balladur en 1993, qui a porté la durée de cotisation de 37,5 ans à 40 ans, et celle de Fillon en 2003, qui l'a portée à 41,5 ans. Hollande propose de la faire passer à 43 ans, à raison d'un trimestre de plus tous les trois ans à partir de 2020.

Le gouvernement présente, sinon comme un cadeau, du moins comme un

moindre mal, de ne pas avoir touché à l'âge légal du départ en retraite, passé de 60 à 62 ans sous Sarkozy en 2010. Comme si allonger la durée de cotisation ne revenait pas, dans les faits, au même.

Le projet prévoit une augmentation des cotisations des salariés et des patrons aux caisses de retraite. La hausse – de 0,15 point en 2014 et de 0,05 point pour les trois années suivantes – sera la même pour les uns et pour les autres, souligne le gouvernement. Mais il a promis au patronat de compenser cette hausse par la baisse d'autres cotisations et, dans les faits, seuls les salariés devront

mettre la main à la poche.

Les retraités seront eux aussi mis à contribution, de deux façons. La majoration de pension dont bénéficient ceux qui ont élevé trois enfants ou plus, jusqu'ici exonérée, sera désormais soumise à l'impôt. La revalorisation annuelle des pensions, pour tenir compte de l'inflation, s'appliquera le 1<sup>er</sup> octobre au lieu du 1<sup>er</sup> avril. Ce décalage rapportera au budget de l'État, et donc coûtera aux retraités, 600 millions d'euros l'an prochain. En fait, cela revient à désindexer les pensions de retraite, autrement dit à programmer leur érosion. Les députés socialistes

qui demandaient d'exclure de ce gel des pensions les retraités les plus modestes, ceux qui ne payent pas d'impôt sur le revenu par exemple, ont retiré leurs amendements à la demande du gouvernement.

En fait, la réforme des retraites n'est qu'un aspect d'une offensive générale. Toutes ces mesures portent la marque d'une politique qui consiste à prendre dans les poches des classes populaires de quoi permettre au grand patronat, aux plus riches, de traverser la crise en continuant à s'enrichir.

**Jean-Jacques LAMY**

• **Prise en charge des personnes âgées**

## Magouilles gouvernementales

Sous prétexte de financer la prise en charge des personnes âgées, le gouvernement avait fait voter en décembre 2012 une taxe de 0,3 % sur les revenus des retraités imposables et considérés à ce titre comme aisés. Près de 9,5 millions de personnes, sur un total de 16 millions de retraités, ont donc payé à partir d'avril 2013 la « contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie » (CASA). Les sommes collectées étaient versées à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui les reversait au Fonds de solidarité vieillesse (FSV).

Autrement dit, pour financer les aides à certains retraités, le gouvernement en fait payer d'autres, avec encore une fois

l'argument fallacieux de l'égalité. Le Premier ministre Ayrault avait parlé « d'équité » et de « solidarité intergénérationnelle »

et présenté cette nouvelle taxe comme le pendant pour les retraités de la Journée de solidarité (le lundi de Pentecôte) instaurée par Raffarin pour les salariés après la canicule de 2003 qui avait fait près de 15000 morts, notamment chez les personnes âgées. Et Marisol Touraine s'était permis de dire que les retraités n'étaient pas « intouchables ».

Le problème est que les sommes collectées au titre de la CASA – 470 millions

d'euros – sont bien allées dans les caisses de la CNSA mais les ressources de celle-ci n'ont pas augmenté, car le gouvernement a réduit d'autant ce qu'il lui versait en recettes de CSG. Les 470 millions d'euros récupérés ont servi aux régimes de retraite. Le gouvernement a justifié ce tour de passe-passe en expliquant que la CNSA n'avait pas besoin de cet argent pour le moment, puisque la loi sur la perte d'autonomie annoncée par Hollande est encore

dans les cartons. Et comme ce texte ne sera pas voté avant 2014, l'an prochain, encore près de 640 millions d'euros (montant estimé de la taxe de 0,3 %) pourraient passer des caisses de la CNSA à celles des régimes de retraite pour combler, très partiellement, le « trou ».

Le gouvernement prétend se pencher sur la situation des personnes âgées... mais c'est pour mieux leur faire les poches.

**Cédric DUVAL**



## • Calais

# La protestation des réfugiés syriens

Du 2 au 4 octobre, une soixantaine de réfugiés syriens, dont des femmes et de jeunes enfants, ont occupé une passerelle du terminal ferry de Calais. Certains ont entamé une grève de la faim, et deux d'entre eux ont menacé de se suicider en sautant du toit. Ils ont trouvé le soutien des associations d'aide aux migrants.

Ayant fui la guerre civile dans leur pays, ces Syriens qui arrivent à Calais pour tenter de rejoindre l'Angleterre sont en butte au harcèlement policier. Sous les caméras des journalistes, Manuel Valls n'a pas osé donner l'ordre à la police de les déloger de force, mais la menace était bien là.

Les gouvernements britannique et français, bien que liés par des accords, se sont comme d'habitude renvoyé mutuellement la responsabilité de la situation des migrants. Cependant cette manifestation les a contraints à entamer des négociations. Le préfet du Nord-Pas-de-Calais a promis aux réfugiés des hébergements d'urgence et leur a proposé de déposer une demande d'asile

en France. Mais tous savent que ces hébergements sont précaires et que la démarche de régularisation est longue et aléatoire.

Le ministre français des Affaires étrangères Fabius, puis Hollande lui-même ont vaguement parlé de mesures pour faciliter leur accueil. Mais c'est en Grande-Bretagne que les réfugiés veulent se rendre, car ils espèrent y trouver du travail plus facilement qu'en France, d'autant plus qu'ils parlent souvent l'anglais et qu'ils y ont souvent déjà des proches. À quoi le représentant du gouvernement britannique a répondu qu'il accepterait d'examiner, « au cas par cas », les dossiers de ceux qui pourraient « faire



Des réfugiés syriens sur la passerelle du navire à Calais.

état de leurs liens familiaux en Grande-Bretagne.»

Ces quelques concessions britanniques n'ont pas satisfait les réfugiés, mais au moins ils auront obligé les gouvernements français et britannique, qui n'ont que mépris pour les migrants, à changer de ton. Sur leurs pancartes comme dans leurs interviews les réfugiés dénonçaient d'ailleurs l'hypocrisie du gouvernement de Hollande : celui-ci vient

de brandir la menace d'une intervention militaire en Syrie, soi-disant pour sauver la population de la dictature

de Bachar el-Assad tout en montrant son mépris pour les réfugiés qui la fuient.

Correspondant LO

## • Montreuil

# Chassés par la guerre de Libye Les sans-papiers des Collectifs Bara s'organisent

Lundi 7 octobre, le Collectif Bara des jeunes travailleurs maliens se réunissait de nouveau à la Bourse du travail de Montreuil pour faire le point sur leur situation. La réunion s'est ouverte par une minute de silence en hommage aux travailleurs africains naufragés au large de Lampedusa, suivi d'un rappel de la situation de ces travailleurs privés de papiers et de logement.

À la suite de l'intervention impérialiste en Libye, et après la chute de Kadhafi, de nombreux Africains et parmi eux de jeunes Maliens ont subi une véritable chasse à l'homme les contraignant à fuir le pays. Ils ont d'abord rejoint l'Espagne et l'Italie avant que la crise ne serve de prétexte aux gouvernements de ces pays pour les chasser. De nombreux jeunes Maliens se sont alors tournés vers la France. Certains, connaissant l'importance de la communauté malienne à Montreuil, y ont cherché refuge.

Depuis juillet-août 2012, des centaines de ces réfugiés, parfois très jeunes (16 ans), se sont donc retrouvés à proximité du plus ancien foyer de la ville, sans ressources ni logement. Ils ont décidé de s'organiser, de se défendre, se regroupant dans

des collectifs qui portent le nom de la rue et du foyer devant lequel ils sont contraints de se rassembler, d'où leur nom, les Collectifs Bara. Aujourd'hui, à peu près 300 personnes en font partie. À partir de décembre 2012, un plan d'hébergement d'urgence a permis à 160 personnes de trouver un abri provisoire dans des foyers Adoma. Ce plan est maintenant terminé, les gens se retrouvent ou vont se retrouver rapidement tous à la rue.

L'autre groupe, d'une centaine de personnes, a déjà passé tout un hiver à dormir dans la rue, dans des halls d'immeubles ou chez des habitants. Durant le rude hiver 2012, un jeune travailleur malien de 23 ans est mort de froid dans la rue. Ce groupe a essayé au mois de mars d'occuper un

bâtiment du conseil général, rue Rapatel à Montreuil. Il en a été violemment expulsé par la police, alors que ce local était vide depuis des années.

Le 7 décembre prochain, Hollande doit réunir les dirigeants africains pour évoquer cyniquement « la sécurité sur le continent ». Des représentants du collectif ont dit lors de la réunion que ce serait une bonne occasion de se manifester. Ils ont également rappelé que les « déplacés » maliens qui n'ont pas trouvé refuge sont encore des centaines de milliers. Tout le monde voit bien que la politique du gouvernement Hollande ne fait que prolonger les lois anti-immigrés des précédents gouvernements.

Ce que demandent ces travailleurs maliens victimes des guerres qu'a menées la France sur le continent africain est plus que légitime : un hébergement stable pour tous, un droit au séjour qui leur permette de travailler et un soutien concernant la nourriture et les vêtements.

Correspondant LO

## • Metz

# Un Centre Pompidou, un « Mettis »... et un bidonville

Depuis plus d'un an, les demandeurs d'asile en provenance des Balkans affluent à Metz où ils se sont retrouvés à vivre dans un bidonville qui a compté plus de mille personnes. Hommes, femmes et enfants s'étaient installés dans un des quartiers les plus pauvres de la ville, Bellecroix, et ont vécu là dans des conditions sanitaires effroyables.

En juin dernier, le bidonville, qui avait été largement vidé, a été déménagé par la préfecture sur un ancien parking de bus, en face de l'usine d'incinération des ordures ménagères. Si les habitants de Bellecroix ont été soulagés, les réfugiés et demandeurs d'asile vivent toujours là dans des conditions très insalubres. D'autant que les arrivées ont repris au rythme d'une cinquantaine chaque semaine.

La préfecture a décidé de démanteler ce nouveau campement au 1<sup>er</sup> novembre en dispersant les familles. Une bonne partie d'entre elles devraient être expédiées dans des communes de l'est de la Moselle, à une cinquantaine de kilomètres de Metz. Hom-bourg-Haut, Behren-lès-Forbach, Freyming-Merlebach ou encore Faulquemont, ces anciennes communes minières sont la destination d'une partie des réfugiés qui vont emménager dans des anciens logements des Houillères du bassin de Lorraine (HBL).

Le groupe immobilier Sainte-Barbe, qui a repris depuis 2001 le parc des HBL, a signé une convention avec l'Adoma, ex-Sonacotra, actionnaire de la SNI

Sainte-Barbe, chargée par l'État de trouver des solutions de logement aux demandeurs d'asile de Metz.

Certes, on promet un logement à une partie des familles mais c'est aussi un nouvel exil pour ces demandeurs d'asile, dans des villages miniers loin de tout, où le chômage est massif et où le vote FN est très important (avec par exemple 34 % pour Le Pen à la dernière présidentielle à Freyming-Merlebach).

Ayrault vient d'inaugurer en grande pompe le nouveau réseau de transport urbain « Mettis » de la ville de Metz et celle-ci s'enorgueillit d'avoir construit il y a quelques années un centre Pompidou, annexe du Beaubourg parisien. De même, la construction d'un luxueux centre des congrès va démarrer. Mais les pouvoirs publics ne trouvent pas les moyens d'accueillir décemment quelques centaines de personnes qui fuient leurs pays et leurs mafias. Les « socialistes » au gouvernement ont renoncé à combattre la misère, ils se contentent de la disperser.

Etienne HOURDIN



## Priorité... aux économies

Dans le cadre d'une «évaluation de la politique d'éducation prioritaire», le ministère de l'Éducation nationale a rendu un «rapport de diagnostic».

L'éducation prioritaire concerne 20 % des élèves et les problèmes que les élèves en grande difficulté doivent affronter sont en hausse constante. Le taux de chômage des quartiers sensibles où se situent ces écoles explose. On constate la progression du nombre de parents isolés – le plus souvent les mères – qui doivent se débrouiller avec des salaires de temps partiels imposés et des horaires ne leur permettant pas d'être à la maison au moment du lever et du coucher

des enfants. La maîtrise de la langue recule et le rapport constate que «la politique publique n'a pas donné à ce jour les résultats attendus : réduire les écarts de réussite entre l'éducation prioritaire et les autres établissements». Il ajoute : «Le système français reste fortement inégalitaire et ces écarts, liés au milieu social, se sont creusés ces dernières années. Il est en particulier défavorable aux enfants d'ouvriers et d'inactifs.»

Dans l'académie de Créteil, lors des réunions de concertation, les professeurs des écoles et des collèges ont relevé les ambiguïtés du rapport. Celui-ci souligne que le nombre «légerement moindre» d'élèves par classe «ne semble pas produire d'effet positif notable».

Comme à chaque fois qu'il est question de réforme, les représentants du ministère commencent par sous-entendre que le problème n'est pas de donner des moyens supplémentaires, que 24 élèves maximum par classe en ZEP, c'est presque pareil que 28 ailleurs, etc. Et peu importe que le personnel, invité «à apporter ses suggestions» réclame de vrais moyens supplémentaires.

Ce rapport présage-t-il de nouvelles coupes dans les budgets, ou ira-t-il grossir une pile au fond d'une armoire? Ce qui est certain, c'est que c'est sur un autre terrain que les enseignants pourront faire entendre leur avis sur la question.

Nadia CANTALE

## • Université de Limoges Une rentrée galère

La vétusté du restaurant universitaire de Vanteaux, à Limoges, était connue depuis longtemps et il était prétendument «sous surveillance». Mais il a fallu que «des fissures grosses comme le bras» soient constatées, avec le risque de l'effondrement du toit en béton, pour qu'il soit fermé en urgence, deux semaines après la rentrée. Du jour au lendemain et sans solution de rechange, les 1 200 étudiants des facultés de lettres et de médecine de Limoges qui y prenaient un repas complet

pour 3,10 euros se retrouvent à faire la queue dans une petite cafétéria, en espérant avoir l'un des 350 sandwiches à 3 euros.

Le soir venu, les 353 résidents de la cité universitaire voisine n'ont que peu de solutions : pour des raisons de sécurité, ils n'ont plus le droit de faire leur repas dans leur chambre, les cuisines collectives par étage ne sont plus munies de plaques chauffantes, la cafétéria est fermée et il n'y a plus de bus. Le CROUS (Centre régional des

œuvres universitaires et scolaires) commence à envisager l'installation d'un chapiteau proche de la faculté, ce qui ne rassure pas les étudiants car il ne sera pas installé avant fin novembre.

Le nouveau directeur du CROUS parle pudiquement de «l'obsolescence» de la résidence universitaire et promet des crédits pour la rénover. Mais les étudiants ne vivent pas que de promesses et d'eau fraîche.

Correspondant LO

## • Collège Politzer – Bagnolet (Seine-Saint-Denis)

### Grève pour la réouverture de l'atelier menuiserie

Il a fallu un mois de grève pour que le rectorat de Créteil cède et donne des heures afin que les cours de menuiserie reprennent au collège Politzer.

À la rentrée, l'enseignant qui faisait ces cours a été muté ailleurs et remplacé par un professeur de peinture. Cette situation arrêta net tous les projets de l'équipe, empêchant les dédoublements bien utiles pour les classes de SEGPA (enseignement général et professionnel adapté) du collège et aboutissait à la fermeture de l'atelier. Les

enseignants ont alors décidé de se mettre en grève pour obtenir que leur collègue continue à travailler au collège, en plus de celui de peinture. Les réponses du rectorat, du style «Peinture et menuiserie font partie du même champ du bâtiment donc il n'y a pas de problème», n'ont fait qu'alimenter leur détermination. Cinq enseignants ont donc continué la grève durant quatre semaines, faisant circuler des pétitions, alertant la presse et les élus locaux, tournant dans les écoles et collèges du secteur pour faire

connaître leur situation.

Jeudi 3 octobre à 21 heures, le rectorat appelait le principal du collège pour l'avertir que quatre heures étaient débloquées pour permettre à l'enseignant de menuiserie de venir effectuer des cours dans le collège. Ce n'est pas ce qui était demandé au départ, mais c'est une petite victoire pour ces grévistes, peu nombreux mais refusant de céder aux décisions absurdes du rectorat.

Correspondant LO

## • Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)

### La réforme des rythmes scolaires contestée



Depuis la rentrée 2013, les enseignants et les enfants d'Aubervilliers sont soumis à de nouveaux horaires dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. À peine un mois après son application, la réforme fait l'unanimité contre elle.

Locaux inadaptés, animateurs en nombre insuffisant et peu formés, travail des enseignants désorganisé, enfants ne terminant jamais à la même heure, enfin problèmes de sécurité à cause des nombreux va-et-vient des enfants et des adultes entre les diverses activités : sur toutes ces questions, des mises en garde avaient été formulées par des enseignants et des parents, mais pas entendues.

Jeudi 3 octobre, à l'appel des organisations syndicales, parents d'élèves et enseignants d'Aubervilliers se sont massivement mobilisés. 95 % des enseignants étaient en grève et 22 écoles sur 32 étaient fermées ce jour-là. La manifestation a regroupé près de cinq cents personnes.

Le maire socialiste, Jacques Salvator, a reconnu du bout des lèvres qu'il y avait bien des dysfonctionnements, mais c'était, selon lui, le résultat du succès de la réforme ! Autrement dit, le manque de moyens s'expliquerait par le trop grand nombre d'élèves inscrits aux activités périscolaires. Outrés par tant de mauvaise foi, les parents et les enseignants ont quitté la mairie. Quant à

ceux qui s'étaient rendus à l'inspection académique, l'inspecteur leur a dit qu'il s'agissait d'un «problème politique», signifiant ainsi son impuissance à changer les choses.

Le soir, une assemblée générale s'est tenue dans une école de la ville où le point a été fait. Un parent est intervenu pour dire que cette réforme était mauvaise, parce que mal appliquée faute de moyens, mais que les moyens, justement, la municipalité risquait à terme de venir les prendre dans la poche des habitants en augmentant les impôts. En effet, si pour l'année à venir la municipalité reçoit 90 euros de l'État et 45 euros de la CAF par enfant, cela ne va pas durer éternellement. Et ensuite, qui va payer ?

Peillon a déclaré qu'il allait aider Aubervilliers à réussir la réforme. Mais personne n'est dupe. Samedi 5 octobre, parents et enseignants se sont invités à l'inauguration du tout nouveau conservatoire d'Aubervilliers. Courageux mais pas téméraire, le maire s'est éclipsé pour ne pas avoir à affronter la colère des manifestants.

Correspondant LO



• **Italie**

# Le naufrage de Lampedusa Les larmes hypocrites des responsables

Depuis que, jeudi 3 octobre, une embarcation de fortune a fait naufrage à quelques centaines de mètres des plages de la petite île italienne de Lampedusa, on assiste à un concert de déclarations hypocrites des différents dirigeants européens.

En effet ce naufrage, qui vient après bien d'autres, détient le record du plus grand nombre de morts : 155 survivants seulement ont été secourus sur les 400 à 500 passagers que comptait l'embarcation.

Le drame a suscité la solidarité immédiate des 5 000 habitants de Lampedusa. Des pêcheurs et des touristes ont utilisé leurs bateaux pour tenter de retrouver des survivants pendant que d'autres essayaient de prêter main-forte sur terre. « Nous n'avons plus de place pour les vivants et maintenant nous ne savons pas où mettre les morts », s'exclamait Giusi Nicolini, la maire de Lampedusa. Il faut dire que l'île est devenue la « porte de l'Europe » pour des milliers de

femmes et d'hommes, et parfois de familles entières, qui fuient la guerre, les conflits ethniques ou tout simplement la misère et sont prêts à braver la mort pour un espoir de vie meilleure en Europe.

Les quelque 200 kilomètres qui séparent les côtes tunisiennes des plages de Lampedusa se transforment en une expédition mortelle pour nombre de réfugiés, qui n'ont d'autre choix que de s'en remettre aux mafias de passeurs clandestins pour des sommes exorbitantes. Quant à ceux que les autorités interceptent, ils atterrissent dans le centre d'accueil de l'île, prévu pour 250 personnes mais qui en héberge plus d'un millier dans des conditions lamentables.



Débarquement de migrants à Lampedusa.

Outre le pape, dans son rôle lorsqu'il dénonce le « manque d'amour et la mondialisation de l'indifférence », tout le monde y est allé de sa déclaration d'émotion au sein du gouvernement italien. Letta, le Premier ministre, a décrété une journée de deuil national. En même temps Alfano, le ministre de l'Intérieur, s'est empressé de répondre, à ceux qui mettaient en cause la loi Bossi-Fini de restriction de l'immigration, qu'en ces jours de deuil il ne fallait pas polémiquer... Pourtant cette loi criminalise le séjour clandestin dans le pays et toute personne le facilitant, ce qui peut viser par exemple y compris les personnes portant secours à un naufragé!

Les dirigeants italiens ont par ailleurs dénoncé le manque de solidarité de l'Europe pour faire face au problème de l'immigration. Mais ce qu'ils entendent par là, c'est une coopération pour mieux empêcher les réfugiés

d'arriver jusqu'à leurs côtes.

Les dirigeants des pays riches d'Europe interpellés par leurs collègues italiens font maintenant mine de se désoler du sort de ces malheureux réfugiés. Mais si ceux-ci prennent la mer dans de telles conditions, c'est bien parce que tous les pays européens ont durci leur législation et rendent l'immigration légale pratiquement impossible, sous prétexte qu'ils ne peuvent « accueillir toute la misère du monde ».

Une des solutions envisagées par les dirigeants européens est de convaincre les régimes africains de limiter ces départs en créant leurs propres camps de rétention, avec les conditions qu'on imagine. C'est d'ailleurs ce qui avait été mis en place dans la Libye de Kadhafi, suite à un accord avec le gouvernement italien. Et c'est bien la seule réalisation concrète des pays riches d'Europe en matière « de collaboration avec les pays d'origine

des réfugiés ».

Les migrants qui prennent la route de l'Europe, au risque d'y laisser la vie, ne cesseront pas de le faire. Ils y sont poussés par le désespoir, la misère et l'instabilité politique et militaire de leur pays. Il y a là des situations héritées de l'intervention des pays impérialistes. Ceux-ci ont bâti leur puissance sur l'exploitation des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. C'est leur politique dans ces pays, le soutien accordé aux dictateurs locaux ou à des bandes armées rivales, leurs interventions militaires directes ou indirectes, qui contribuent à transformer des centaines de milliers de femmes et d'hommes en réfugiés et, pour certains, en candidats à l'exil. La moindre des choses serait qu'ils consacrent une petite partie de leur richesse à les accueillir de façon à ce qu'ils ne meurent plus en mer dans des tentatives désespérées.

Nadia CANTALE

• **Grèce**

# Quelle sortie de crise ?

La Grèce va sortir de la récession, avec une hausse de 0,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2014 au lieu de la baisse d'environ 4% en 2013. C'est du moins ce qu'a déclaré le ministre de l'Économie, Yannis Stournaras, en ajoutant qu'il faudrait continuer à appliquer des mesures indispensables pour conforter cette amélioration.

Le projet de budget, présenté le 7 octobre, prévoit donc une augmentation des impôts, en particulier de la nouvelle taxe foncière, détestée par la population. La ponction supplémentaire se monterait, selon le journal *Eleftherotypia*, à 400 euros en moyenne par tête, pour 5,7 millions de contribuables. À la rubrique économies, il est

aussi prévu de réduire les indemnités de chômage, les dépenses de santé et les pensions des retraités.

À part les banques, dont la situation s'est assainie à coups de renflouements et de suppressions de postes, on voit mal qui pourrait croire à la « sortie du tunnel ». Le quotidien des travailleurs grecs, c'est un salaire minimum à 500 euros et souvent

un taux de chômage à 27% alors que, selon une enquête récente, le tiers des salariés en activité disent travailler plus longtemps qu'auparavant, en particulier dans le secteur privé mais aussi dans le public, ce qui explique le gain de 25% de compétitivité dont se vante Stournaras.

Les récentes mesures de mise en disponibilité de milliers de fonctionnaires, pour huit mois avec 75% du salaire, sont pour bon nombre d'entre

eux l'antichambre du licenciement. La hausse du chômage est donc infiniment plus probable que sa baisse, prophétisée par le gouvernement, même si les 34% de chômeurs à l'horizon 2016 évoqués par l'Institut du

travail lié au syndicat GSEE sont invérifiables.

En Grèce comme ailleurs, la « sortie de crise » est à la mode. Mais, face à la réalité, ces propos sont une vraie provocation.

Sylvie MARÉCHAL

« Il y a des gens dans mon milieu familial qui vivent avec très peu d'argent. Ma mère, mon beau-père, ma belle-mère... Je sais parfaitement ce que c'est de vivre avec 500 euros par mois. »

Qui est ce porte-parole d'une famille grecque défavorisée ? Stournaras, le ministre de l'Économie, s'épanchant lors d'une interview télévisée.

On espère que ce fils dénaturé, aux revenus conséquents, sera convoqué par les services sociaux... tant qu'ils existent encore.

S.M.

• **Niger**

# Les marchandages d'Areva autour de l'uranium

Le contrat qui lie l'État du Niger et le trust Areva pour l'exploitation des mines d'uranium étant arrivé à son terme, une renégociation a commencé. Les dirigeants du Niger estiment que la part qui revient à leur État est beaucoup trop faible : à peine 5% du budget national, disent-ils. En outre, ils insistent pour qu'Areva mette en exploitation rapidement la nouvelle mine d'Imouraren, qui devrait être la seconde plus grande du monde.

Mais, les cours de l'uranium ayant beaucoup chuté depuis Fukushima, Areva n'est pas trop pressé d'investir dans cette mine nouvelle. Mine qui avait connu, en avril 2012, une grève

des travailleurs nigériens protestant contre leurs conditions de travail : « Nous travaillons 12 heures sur 24 », déclarait alors un conducteur d'engin.

Les dirigeants du Niger

tendent d'obtenir plus du trust français en s'appuyant sur la concurrence de la Chine. Celle-ci, étant aussi à la recherche d'uranium, vient de mettre en exploitation une autre mine en partenariat avec le Niger. Le Niger agite donc la menace de traiter avec la Chine plutôt qu'avec la France.

Celle-ci de son côté tient beaucoup à l'uranium du Niger, qui représente à peu près le tiers de la consommation des centrales nucléaires françaises.

D'ailleurs, des forces militaires spéciales sont sur place pour sécuriser les installations. Et l'intervention de l'armée française au Mali était largement motivée par la proximité du Niger et de ses mines.

Le président nigérien Issoufou est lui-même un ancien directeur de la Somair, une société d'exploitation de l'uranium, filiale d'Areva. Hollande s'était empressé de recevoir Issoufou à l'Élysée en juin 2012, moins d'un mois après son élection, et Areva

de son côté tente de le satisfaire à peu de frais. Ainsi, la loi de finances du Niger pour 2013 a ajouté au budget la somme de 17 milliards de francs CFA (environ 26 millions d'euros) offerts au pays par Areva, dont 15 millions d'euros pour l'acquisition d'un avion pour le président!

Ce ne serait pas trop cher payé pour pouvoir continuer à piller le pays, sans aucune retombée pour ses habitants.

André VICTOR

• **Russie**

# Affairistes amnistiés, contestataires emprisonnés

La police russe ayant arrêté trente activistes de Greenpeace qui pointaient le risque de pollution qu'une plate-forme pétrolière fait courir au Grand Nord russe, un tribunal vient de les inculper de piraterie.

Une des Pussy Riot, internée en camp pour avoir chanté une « prière punk » anti-Poutine durant la présidentielle de 2012, a dû être hospitalisée durant sa grève de la faim : elle protestait contre le quasi-esclavage auquel on soumet les détenues. Quant aux 27 manifestants, souvent proches de l'extrême gauche, arrêtés pour avoir dénoncé, à Moscou le 6 mai 2012, le régime du président russe comme celui « des escrocs et des voleurs », ils restent depuis en prison sans procès.

Adeptes proclamés de la répression, Poutine sait aussi ouvrir les portes de ses prisons, et en grand. La Douma (Chambre russe des députés) vient d'annoncer qu'en vertu d'une amnistie votée cet été on venait de libérer 307 détenus et de lever les charges contre 714 inculpés.

« Le rythme est lent, a précisé un député chargé de veiller à l'application de l'amnistie, en raison du grand nombre d'affaires que les tribunaux doivent réexaminer. »

Malheureusement, les

militants d'extrême gauche, les Pussy Riot ou les membres de Greenpeace ne peuvent espérer bénéficier de cette loi. En effet elle réserve sa clémence aux auteurs de délits économiques.

Outre l'accaparement des biens et entreprises de l'État, légalisé par les lois de privatisation des années 1990, et les nombreux règlements de comptes sanglants entre bureaucrates-affairistes auxquels cela a donné lieu jusqu'à récemment, le détournement de fonds publics, l'escroquerie, le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, les trafics en tout genre, la corruption de fonctionnaires... forment la trame de la vie économique russe depuis une vingtaine d'années. Ce genre d'activité criminelle est en effet le meilleur moyen de s'enrichir en ex-URSS, en tout cas le plus rapide.

Du coup, les hommes d'affaires et les détenteurs d'une quelconque parcelle d'autorité – et, du policier de base au juge ou au gouverneur, cela fait du monde – sont tous susceptibles



Les Pussy Riots au tribunal.

AP Images

d'avoir maille à partir avec la justice. Pour cela, il suffit d'avoir déplié à qui représente l'autorité ou de croiser un rival qui dispose d'appuis plus puissants.

Poutine a voulu cette amnistie afin « d'améliorer le climat des affaires ». En clair, il a souhaité faire un geste à destination d'une foule de membres de la petite ou moyenne bourgeoisie russe qui pourrait ne plus soutenir autant le régime. Après tout, fin 2011, les petits patrons de Moscou n'avaient

pas été les derniers à manifester dans la rue leur mécontentement face à la fraude électorale.

Avec cette loi, le Kremlin essaye aussi de rassurer les représentants des firmes occidentales. Car s'ils lorgnent sur de possibles bons coups en Russie, tous ne se pressent pas de s'y lancer, effrayés qu'ils sont de la manière éphémère que leurs partenaires locaux ont de faire intervenir juges et policiers pour trancher des différends d'affaires.

Pierre LAFFITTE

# Jeux Olympiques de Sotchi L'Olympe de la corruption

La flamme olympique est arrivée en Russie, pays qui accueillera les jeux Olympiques d'hiver 2014 à Sotchi, cité balnéaire de la mer Noire située au pied des monts du Caucase.

Poutine et son gouvernement en ont profité pour monter une gigantesque opération d'autopromotion : on va promener la flamme aux quatre coins de cet immense pays, elle ira même dans l'espace (en spoutnik) et au fond du lac Baïkal (en bathyscaphe). La population est

en effet invitée à croire que, le pays ayant décroché une manifestation sportive mondiale, le régime lui a redonné une place de grande puissance.

En attendant la pluie habituelle des médailles, Sotchi a d'ores et déjà décroché l'or : celui des jeux les plus chers de l'histoire. Il y en a pour 36 milliards d'euros, cinq fois plus que le budget initial. Et ce n'est pas fini, car la note grimpe chaque jour, au fil de la gabegie générale et d'une corruption non moins généralisée.

Même si Moscou prétend que ses JO sont « prêts à 100 % », nombre de chantiers d'infrastructures et d'équipements sportifs ne le sont pas. Ou alors, ils sont achevés dans des conditions tout à fait scandaleuses : une cascade de sociétés contractantes et sous-contractantes exploite de façon infâme une masse d'ouvriers, venus de presque toutes les républiques ex-soviétiques autres que la Russie. Sur les chantiers où ils sont logés, ils travaillent « 25 heures sur 24 », selon le quotidien

économique *Les Échos*. Et pour cela ils n'ont droit qu'à des salaires de misère, qui ne leur sont d'ailleurs souvent pas versés du tout, comme l'a relaté la presse russe. Les ouvriers non payés quittent alors le chantier, aussitôt remplacés par d'autres qui n'ont pas encore connaissance de ce système de vol de salaires organisé à grande échelle. Les huiles du CIO (Comité olympique international) ne peuvent l'ignorer, bien sûr. Mais cela ne semble pas les troubler. En tout cas, on ne les entend pas : leur

cher « idéal olympique » est bien au-dessus de cela.

Quant aux fonds alloués, on estime que 30 à 50% en ont été détournés : par les autorités locales ou centrales, par les sociétés concessionnaires amies de bureaucrates haut placés. Régulièrement, des journaux russes font état de scandales restant sans suites judiciaires. Et pourquoi y en aurait-il ? Poutine n'est-il pas déjà le champion de... l'amnistie des crimes économiques ?

P.L.

• **Qatar**

# Des dizaines d'ouvriers tués par l'exploitation

Des ouvriers immigrés travaillant sur les chantiers de construction au Qatar sont morts par dizaines ces dernières semaines, dont au moins 44 ouvriers népalais, selon l'ambassade népalaise à Doha.

Ce sont pour la plupart des jeunes succombant à des crises cardiaques, suite au travail épuisant, ou victimes d'accidents du travail. Ces milliers d'ouvriers immigrés sont pour beaucoup employés pour la construction de stades et autres infrastructures de la Coupe du monde de football de 2022, en particulier

à Lusail City, une ville sortie du sable de la banlieue de Doha où devrait être construit un stade de 90 000 places.

Au Qatar, 90% de la main-d'œuvre est immigrée, indienne, bangladaise et pour beaucoup népalaise. Ces travailleurs se voient confisquer leur passeport dès leur arrivée.

Ils ne peuvent ni changer d'emploi, ni quitter le pays sans l'autorisation de l'entreprise qui les exploite. Ils sont souvent payés avec plusieurs mois de retard, pour les empêcher de fuir. Les conditions de travail expliquent qu'il y ait près d'un mort par jour. Les ouvriers travaillent souvent par des températures proches de 50° et sans avoir accès à l'eau potable.

La Fédération internationale de football, la Fifa, qui

ne pouvait tout à fait ignorer la situation, s'est contentée de se déclarer « préoccupée ». Le comité d'organisation du Mondial 2022, quant à lui, a déclaré qu'il n'y avait « aucune excuse pour que les travailleurs soient traités ainsi, au Qatar ou ailleurs ». Mais ces prétendues préoccupations risquent fort de vite disparaître sous les 200 milliards de dollars d'investissements que le Qatar envisage de dépenser

pour l'organisation des jeux, et dont les entreprises françaises, comme Bouygues qui aurait déjà remporté la construction d'un complexe immobilier de 1 milliard d'euros ou Vinci, comptent bien profiter. Sans parler des millions de dollars que nombre de clubs qui composent avec la Fifa espèrent recevoir comme retombées de cette coupe du monde au Qatar.

Aline RETESSE



### • États-Unis

# Bras de fer entre les deux partis L'Obamacare au cœur du conflit

**Une semaine après que le bras de fer engagé au Congrès entre les Républicains et les Démocrates eut entraîné une paralysie budgétaire et la fermeture de bon nombre d'administrations fédérales, il n'y a pas de déblocage rapide en vue. Aucun des deux camps ne semble prêt à céder pour l'instant. Les responsables républicains veulent se servir de la menace de mettre le gouvernement en faillite, en refusant de l'autoriser à emprunter au-delà du plafond actuel de la dette, pour faire plier Obama. Celui-ci affirme qu'il ne cédera pas au chantage et met au défi les Républicains de mettre les États-Unis en faillite.**

Le bras de fer continue donc, bien que dans les deux camps une partie des élus, sous la pression de la désapprobation publique qui atteint fortement les deux partis, soit en faveur d'un compromis rapide. Le Congrès a cependant décidé que les 800 000 fonctionnaires mis en congé d'office seront payés à leur retour et le Pentagone a immédiatement annoncé qu'il rappelait les quelque 350 000 fonctionnaires qui lui sont attachés. Les militaires, eux, n'ont pas été touchés par les mises en congé d'office.

Au départ, les Républicains ont placé au cœur de leur chantage l'ajournement de la réforme de l'assurance-santé qu'Obama avait fait voter en 2010. Ils exigent maintenant une négociation sur les économies budgétaires à réaliser. C'est que la loi sur l'assurance-santé a commencé à

s'appliquer le 1<sup>er</sup> octobre. Des millions de personnes se sont précipitées sur le site internet du gouvernement fédéral pour savoir ce à quoi elles avaient droit, au point d'ailleurs que le site a été incapable de faire face aux demandes. Obama y voit évidemment un intérêt pour sa réforme alors que les Républicains pointent les dysfonctionnements informatiques pour justifier leur demande d'ajournement.

### La couverture maladie d'Obama pour une minorité de nouveaux assurés

Obama avait présenté sa loi comme permettant d'offrir une couverture médicale aux quelque 50 millions de

personnes qui en étaient dépourvues. Medicaid, la couverture médicale publique des plus pauvres, devait être étendue pour couvrir tous ceux dont le revenu était en dessous de 133 % du seuil de pauvreté. Les entreprises de plus de 50 personnes devaient fournir une assurance à leurs salariés sous peine d'amende. Et toutes les autres personnes devaient souscrire, également sous peine d'amende, une assurance médicale auprès d'assurances privées qui accepteraient de figurer dans une espèce de bourse aux assurances dans chaque État. Les personnes dont le revenu est compris entre le seuil de pauvreté et quatre fois ce seuil seraient aidées financièrement pour payer leur prime d'assurance.

Mais la loi originelle a été sérieusement modifiée sous pression des Républicains et des entreprises. En juin 2012, la Cour suprême, tout en validant la loi, a laissé la liberté aux États d'étendre ou pas Medicaid et de couvrir ainsi des millions de nouveaux pauvres. En juillet dernier, Obama lui-même a repoussé en 2015 l'obligation faite aux entreprises mais pas celle faite aux particuliers.

### Des différences selon les États

Aujourd'hui la moitié des États, en particulier les États républicains du sud, refusent d'étendre Medicaid, bien que l'État fédéral subventionne 100 % de cette extension la première année, puis 90 % les années suivantes. En fait, cela laisse 8 millions de pauvres (sur 14 millions) sans aucune aide. Ces 26 États concentrent en effet 68 % des pauvres sans assurance, Noirs, mères célibataires, et 60 % des travailleurs pauvres sans assurance.

Quatorze États ont mis en place leur propre « bourse aux assurances privées » et c'est l'État fédéral qui se substitue aux 36 autres, d'où d'ailleurs l'engorgement du site fédéral. Les personnes qui ont réussi à obtenir des informations et qui ont le droit de bénéficier d'une subvention de l'État fédéral pour acheter une assurance se sont rendu compte que la subvention fédérale permettait de ne pas payer trop cher une assurance moyenne dite « argent » et même rien du tout parfois pour une assurance de base dite « bronze », mais qui ne couvre que 60 % des dépenses, le reste étant à la charge de l'assuré.

Les chiffres officiels estiment qu'en 2014 la loi permettra de couvrir 14 millions de personnes et 25 millions en 2020, mais qu'elle laissera alors 30 millions de personnes sans aucune couverture médicale.

Ainsi cette loi est bien loin d'offrir une couverture maladie universelle. C'est une espèce d'usine à gaz qui permettra certes de couvrir un peu mieux une partie des personnes actuellement non assurées. Mais la loi fait surtout la part belle aux assureurs privés qui vont voir un afflux de nouveaux clients dont beaucoup seront subventionnés par l'État pour pouvoir payer les primes, parfois très élevées, qu'ils demandent.

Républicains et Démocrates peuvent bien se déchirer à propos de cette loi, il n'en reste pas moins que dans le pays le plus riche du monde, ils sont bien incapables, par démagogie réactionnaire et raciste, par faiblesse devant le patronat, de mettre sur pied un système qui permette à tous les hommes, femmes et enfants de se soigner correctement. Et c'est la population qui en a le plus besoin qui est sacrifiée sur l'autel des calculs politiques.

**Dominique CHABLIS**

### • Somalie et Libye

# Nouveaux raids américains

**Des forces américaines ont effectué des raids contre al-Qaïda, samedi 5 octobre, à la fois en Libye et en Somalie. Dans ces deux pays, les interventions directes des armées occidentales se répètent: la Somalie est en déliquescence avancée depuis l'incursion des soldats américains il y a vingt ans et la Libye a été abondamment bombardée par la France il y a deux ans. Ces destructions ont engendré une telle instabilité politique que les djihadistes s'en sont trouvés renforcés.**

En Somalie, après leur intervention, les soldats américains sont rentrés bredouilles. Mais à Tripoli, en Libye, ils ont réussi à enlever un Libyen que les USA recherchaient depuis quinze ans, dans le cadre de leur « guerre contre le terrorisme » d'al-Qaïda. C'est d'ailleurs en vertu d'une loi votée sous le républicain George W. Bush, une semaine après les attentats du 11 septembre 2001, qu'Obama a ordonné cette capture.

Ces dernières années, le gouvernement américain avait souvent préféré

demander à l'armée américaine de recourir à des drones pour tuer des hommes présentés comme des cadres d'al-Qaïda, un peu partout, du Pakistan à la Somalie en passant par le Yémen. Mais le FBI et la CIA veulent de temps en temps pouvoir interroger des djihadistes et, en 2011, ils avaient déjà capturé un Somalien, qui avait été interrogé pendant deux mois, au secret et évidemment sans avocat. C'est probablement ce qui attend le Libyen enlevé le 5 octobre, qui est maintenant détenu sur un navire de l'US Navy

en Méditerranée.

Lorsqu'il était arrivé à la Maison-Blanche en 2009, Obama avait promis de fermer la prison hors la loi de Guantanamo, où étaient enfermés sans jugement des centaines d'hommes, capturés en Afghanistan et en

Irak surtout. Cinq ans plus tard, ce n'est toujours pas fait. Le démocrate Obama préfère garder les détenus sur des navires, ce qui est d'ailleurs interdit par la convention de Genève.

Mais peu importe aux dirigeants du pays le plus

puissant du monde. Ils s'arrogent le droit de capturer qui ils veulent, n'importe où dans le monde, selon la seule loi qu'ils connaissent : la loi du plus fort.

**Lucien DÉTROIT**





### • Alcatel-Lucent

# Assez des plans de licenciements !

Le précédent plan de licenciements chez Alcatel-Lucent France n'est pas encore terminé que la direction vient d'annoncer le plan suivant. Le plan « Shift », que l'on pourrait traduire par « un cran au-dessus », et qui mérite donc bien son nom, prévoit de supprimer 15 000 emplois au niveau mondial, avec une éventuelle embauche de 5 000 personnes.

Chez Alcatel-Lucent France le plan aboutira à 900 suppressions de postes dans les fonctions « support » : administratives, commerciales... À cela se rajoutent 900 postes concernés par des mobilités internes ou externes, via des externalisations d'activités, des cessions ou des fermetures de sites.

Ils'agit là du sixième plan de suppressions de postes depuis 2006. À terme la direction ne veut garder que deux sites Alcatel-Lucent France : Villarceaux, dans l'Essonne, et Lannion dans les Côtes-d'Armor. Deux autres sites devraient fermer en 2014, Toulouse et Rennes, dont les salariés auront le choix entre rejoindre respectivement les sites de Villarceaux et Lannion ou... la porte. Pour les sites d'Ormes (Loiret), Orvault (Loire-Atlantique), et Eu (Seine-Maritime), la direction considère qu'ils n'ont plus la taille critique. Rien d'étonnant, puisque cela fait des années qu'elle y supprime des postes. Elle rechercherait donc d'autres partenaires prétendument pour pérenniser l'emploi, ce qui est loin d'être acquis. Tout ce baratin a été inauguré il y dix ans par l'ancien PDG Serge Tchuruk, qui avait externalisé les licenciements en vendant les usines. Il disait alors vouloir transformer Alcatel en « entreprise sans usine », ce qui a abouti à des usines sans travailleurs et à des travailleurs sans travail.

Et tout cela pour quoi ? Il s'agirait de réduire les « coûts fixes » parce que le groupe consommerait trop de « cash ». Encore faudrait-il qu'on puisse contrôler où passe le « cash », car la direction d'Alcatel a toujours été parmi les championnes du cache-« cash », via ses filiales néerlandaise à une époque, irlandaise plus

récemment. De la même façon, la direction empoche chaque année, d'après la CGT, 100 millions d'euros de crédit impôt recherche payé par l'État français, mais refuse de le prendre en compte au niveau d'Alcatel-Lucent France, ce qui lui permet d'affirmer que les salariés de France sont trop chers.

À Alcatel puis Alcatel-Lucent les plans de suppressions d'emplois se sont enchaînés sans discontinuer, accompagnés régulièrement de cessions d'activités et de fermetures de sites. Cela s'est parfois fait avec la complicité de certaines organisations syndicales, promptes à gémir sur les prétendues difficultés du groupe, dont ne sont aucunement responsables les salariés. C'est dire que depuis des années les travailleurs vivent sous une épée de Damoclès, qui régulièrement s'abat sur les effectifs.

Jusqu'à présent il n'y a pas eu de réactions qui contraignent la direction à reculer. Pourtant elle sait qu'une réaction des salariés est possible, et dans sa communication elle appelle à « garder la tête froide » et à continuer de « faire fonctionner la Maison Alcatel ». La direction sait que la seule chose qu'elle a à redouter – bien plus que les rodomontades d'un Montebourg ou d'un Ayrault, qui ont montré leur complicité et toute l'étendue de leur impuissance lors des plans de licenciement chez PSA ou Mittal – c'est que les salariés refusent de continuer à travailler sous la menace permanente des licenciements.

Une manifestation de tous les établissements est prévue mardi 15 octobre à Paris. Elle ira de Matignon au siège social d'Alcatel.

Correspondant LO

### • Bourgeois Découpage – Besançon

# La coupe est pleine



Lundi 7 octobre, de 12 h à 14 h, plus de 150 ouvriers de l'entreprise Bourgeois Découpage (350 salariés), à Besançon, ont débrayé contre le gel des salaires et la suppression de la prime de qualité qui entraîne une perte de pouvoir d'achat de 400 euros.

Avec un chiffre d'affaires de 85 millions d'euros, il investit en Suisse ou en Chine. Olivier Bourgeois, le directeur, affirme ne pas comprendre la politique des syndicats, expliquant dans *L'Est républicain* que « dans un environnement

économique si déprimé en Europe (...) la modération salariale est indispensable dans une entreprise qui joue la carte de la préservation de l'emploi. » Sauf que les effectifs ont fondu et sont passés de 560 salariés en 2008 à 350 aujourd'hui ! Et comme le disait un responsable syndical, « ce qui coûte cher aux entreprises, c'est le capital ».

L'arrogance de Bourgeois ne passe plus. Heures supplémentaires d'un côté et chômage partiel de l'autre, les salariés de l'usine, à l'appel de la CGT et

de la CFTC, ont cette fois dit stop et ont posé les outils. Ces deux heures passées aux portes de l'usine ont permis de discuter, de se retrouver entre les deux équipes, et cette pause a remonté le moral de tous.

Le débrayage a été une réussite, mais les salariés de l'usine n'ont pas dit leur dernier mot : le 23 octobre se tiendra le conseil d'administration et ce jour pourrait être une nouvelle occasion de se faire entendre.

Correspondant LO

### • Arles : jugements sur l'amiante

# Les travailleurs priés de revenir en 2014

Si pour les travailleurs du pays d'Arles victimes de l'amiante le temps presse, il n'en est pas de même pour les patrons auxquels ils demandent réparation et qui jouent la montre. En effet, ils ne cessent d'aller de report en report lorsqu'ils portent l'affaire aux Prud'hommes.

Lundi 7 octobre aux Prud'hommes, les demandes de 95 salariés des CMP (Constructions métalliques de Provence) étaient ainsi reportées au 17 mars 2014. Pourquoi ? Dans ce cas, aux dires des patrons, les échanges de pièces entre les avocats auraient été mal faits !

L'entreprise CMP d'Arles construisait d'imposantes pièces pour l'industrie pétrolière notamment. Ses salariés y ont côtoyé l'amiante journalièrement. Chaque soudeur

avait un petit oreiller rempli d'amiante qui lui permettait de s'appuyer sur une pièce métallique, qu'il devait souder pour se protéger de la chaleur. Dès que ce coussin commençait à s'effiloche, il allait le changer au magasin qui en détenait des stocks. Pour souder des pièces épaisses souvent de 10 cm chauffées à 200°, les travailleurs s'installaient sur un matelas d'amiante.

Tous les appareils étaient calorifugés à l'amiante, les fours de recuit étaient aussi bourrés d'amiante. C'était par tonnes que l'entreprise commandait l'amiante chaque année.

Intoxiqués par l'amiante, tous les travailleurs l'étaient donc, aussi bien ceux qui étaient directement en contact que ceux qui travaillaient à côté ; de la secrétaire au

soudeur, de l'O.S. à l'ingénieur.

Pourtant il y a eu appel contre un jugement de 2012 qui donnait satisfaction à treize d'entre eux. Ainsi après au total huit reports et trois ans de procédure, ils attendent encore que la cour d'appel d'Aix-en-Provence traite l'appel sur leur jugement.

Ces travailleurs ne sont pas les seuls dans l'attente : l'Avapa (Association des victimes de l'amiante du pays d'Arles) s'occupe actuellement de 225 plaignants. À Aix-en-Provence, 3 000 dossiers concernant l'amiante seraient en instance.

Les patrons usent des armes qu'ils possèdent en jouant sur les finasseries juridiques, de façon d'autant plus inadmissible que ceux qu'ils ont intoxiqués ne peuvent pas attendre indéfiniment.

Correspondant LO

## Manifestation des victimes de l'amiante

L'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) appelle à manifester à Paris le 12 octobre sur le mot d'ordre : « Amiante : prévenir les risques, punir les responsables ».

Pour l'Association des victimes de l'amiante, il ne

peut y avoir de prévention des risques si des poursuites et des sanctions pénales ne sont pas engagées contre les responsables de sa propagation qui, en toute connaissance des risques encourus, ont mis en danger la vie de dizaines de milliers de personnes.

Lutte Ouvrière appelle à se joindre à cette manifestation.

**Samedi 12 octobre**  
**à 14 h à Paris**  
**départ**  
**de la tour Montparnasse**  
**en direction**  
**de la place Saint-Michel**



## • PSA Peugeot-Citroën

### L'accord de compétitivité ne passe pas

Le 3 octobre, une troisième journée de mobilisation était organisée au niveau de tout le groupe PSA contre « l'accord de compétitivité » de la direction : mobilité forcée, attaques sur les salaires, les congés, le paiement des samedis travaillés, et introduction de l'overtime, la possibilité

pour le patron d'annoncer la prolongation de la séance de travail le jour même. Cette fois-ci, près de 2 300 travailleurs ont débrayé et ce sont les usines de Sochaux et de Rennes qui ont connu les plus fortes mobilisations.

La direction a alors choisi d'accélérer les négociations

afin d'en finir au plus vite et prévoyait une réunion marathon sur deux jours, les 10 et 11 octobre. Il est à parier qu'un comité d'entreprise exceptionnel sera convoqué rapidement pour donner son avis, consultatif, et permettre aux syndicats qui y sont prêts de signer l'accord dans la foulée. La

direction est donc loin d'être sereine.

Au fil des mobilisations, un noyau de 2 000 à 2 500 travailleurs participe aux débrayages, composé essentiellement d'ouvriers de production. Même si c'est insuffisant pour faire reculer la direction, c'est assez pour l'inquiéter. La semaine du 7 au 11 octobre était consacrée à faire signer dans toutes les usines du groupe un texte mis en circulation par la CGT de Saint-Ouen contre le plan de la direction.

La direction veut réussir à imposer son accord de régression sociale. Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille.

Correspondant LO



## Rennes la Janais

Jeudi 3 octobre, 600 travailleurs de l'usine PSA de Rennes ont débrayé au changement d'équipe et ont défilé dans les ateliers, bloquant la production. Cette mobilisation, dans le cadre de la journée d'action qu'organisait la CGT PSA, était appelée cette fois-ci également par la CFDT et l'UNSA.

Cinq fois plus de travailleurs ont exprimé leur mécontentement et leur inquiétude quant à l'avenir, par rapport à la précédente journée d'action, car plus grand monde ne croit aux

promesses du PDG Varin. Il a annoncé, le 25 septembre, que l'usine de Rennes serait dotée d'un nouveau véhicule à fabriquer en 2017 mais qu'il y aurait d'autres plans de licenciements d'ici-là, alors qu'un plan est déjà en cours qui vise à supprimer un quart de l'effectif de l'usine. Cela a fini de convaincre plusieurs centaines de travailleurs qu'il ne faut plus se laisser faire sans rien dire. Et c'est avec fierté qu'ils ont participé au mouvement.

Tous les participants au débrayage savent qu'il en faudra

plus pour faire reculer Varin. Mais l'anxiété qui règne dans l'usine commence à déboucher sur une réaction collective.

Les syndicats comme le SIA, FO et la CGC essayaient jusqu'à présent de casser toute tentative de relever la tête. Mais, poussés par leur propre milieu, ils annoncent maintenant qu'ils appelleront à une journée d'action avec débrayage le 16 octobre avec la CGT, la CFDT et l'UNSA. Mais la seule revendication sera de demander l'attribution d'un nouveau véhicule en 2017

pour l'usine de Rennes.

Cette revendication unique est un leurre car Varin a déjà annoncé qu'un véhicule est prévu à Rennes, du moins pour ce que vaut une promesse de patron...

Pendant l'appel unitaire ne pourra qu'encourager ceux qui hésitent, à débrayer et à affirmer qu'aucun licenciement, aucune baisse de rémunération ne sont tolérables. Le mouvement pourrait donc grandir et c'est ce que redoutent par-dessus tout les patrons de PSA.

Correspondant LO

## Saint-Ouen

Jeudi 3 octobre, le débrayage a été bien suivi avec 113 participants, soit plus d'un quart des ouvriers de l'usine, un nombre en augmentation par rapport aux précédents débrayages.

À la demande de plusieurs ouvriers, la CGT a mis en circulation une pétition sans sigle syndical appelée « Prise de

position ». Pour que chacun exprime de manière claire son refus du plan de la direction. Les listes ont circulé facilement, des non-syndiqués s'y mettant aussi.

Dès jeudi, la majorité des travailleurs de l'usine avaient signé cette prise de position. Au total, plus de 330 signatures ont été

recueillies, dont plus de 310 signatures d'ouvriers représentant plus de 70 % de l'ensemble des ouvriers. C'est dire que le message est clair. Il s'adresse à la direction, mais aussi forcément aux syndicats appelés à signer puisqu'il se termine par : « Nous n'autorisons aucun syndicat à signer un tel accord contre notre

avis. »

À la fin du débrayage de l'après-midi, quelques grévistes ont d'ailleurs interpellé le secrétaire du syndicat SIA pour lui demander de venir donner son avis devant tous. Il a refusé, disant : « C'est un piège. » Au moins, on sait à quoi s'en tenir de ce côté-là.

Correspondant LO

## Metz-Borny

Dans cette usine qui fabrique des boîtes de vitesse pour tout le groupe, CGT, CFDT et CNT appelaient au débrayage. Le fait que l'appel à débrayer ait été un appel commun a contribué à son succès.

Malgré les nombreuses

pressions des chefs, 150 travailleurs se sont retrouvés à la porte au changement d'équipe, contents de ne pas avoir courbé l'échine et d'avoir résisté aux pressions de la hiérarchie. Ainsi, tel ouvrier ayant prévenu son chef qu'il allait débrayer recevait illico la visite

du contremaître, tel autre était convoqué au bureau.

L'idée de devoir travailler plus en gagnant moins ne passe pas. Il se mêle à cela un mécontentement plus général et une inquiétude certaine pour l'avenir de cette usine dont la taille s'est réduite au fil

des ans, qui n'emploie plus que 1 700 personnes et où aucun investissement n'a été réalisé par la direction depuis des années.

Dans ce contexte, le débrayage a été vécu comme un succès.

Correspondant LO

## Poissy

Le 3 octobre, à l'usine PSA de Poissy, 310 ouvriers sur les trois équipes ont débrayé pendant deux heures.

Bien qu'ils aient été moins nombreux que lors de la précédente mobilisation, la

manifestation dans les ateliers était dynamique. Dans une équipe, la direction a même eu une mauvaise surprise, car plusieurs moniteurs ont débrayé, eux aussi, ce qui est assez rare.

Ceux qui ne débrayaient pas adressaient des signes de sympathie aux grévistes, tant il est vrai que le projet d'accord est rejeté par la plupart, notamment l'over-time, c'est-à-dire des heures

supplémentaires annoncées pour le jour même.

Cette fois-ci encore on pouvait noter de nouveaux grévistes débrayant pour la première fois.

Correspondant LO

## Sochaux Des arrêts de travail qui renforcent le moral

À Sochaux, le 3 octobre, la CGT et la CFDT appelaient à des arrêts de travail contre le « contrat social » sauce PSA. 763 ouvriers de Sochaux plus 72 ouvriers, techniciens et cadres du centre d'essai de Belchamp ont donc arrêté le travail.

À Sochaux, les grévistes, réunis en assemblée, ont défilé dans les allées de l'atelier du Montage. Les cortèges étaient très dynamiques. Plus nombreux que le 18 septembre dernier, les grévistes arboraient de larges sourires et, fait rare, on comptait parmi eux des moniteurs et des techniciens. En Logistique, ceux qui déchargent les camions et ceux qui approvisionnent les chaînes en pièces ont débrayé massivement. Dans les allées du Ferrage et du Montage, l'enthousiasme des grévistes a fait son effet, amenant des ouvriers à les rejoindre. Certains disaient : « Ça rappelle le bon vieux temps. » De jeunes ouvriers sont fiers d'être passés outre les pressions de certains chefs.

En revanche, du côté de la centaine de représentants du patron, les « suiveuses », mobilisés pour la circonstance, on observait un certain malaise et des visages tendus. Cela n'échappait pas aux grévistes qui sifflaient copieusement des agents de maîtrise essayant de les remplacer sur les chaînes et entonnaient encore plus fort des slogans : « La force des travailleurs, c'est la grève », « PSA ton contrat on n'en veut pas », « Robert Peugeot, rend nos lingots, nous, on veut remplir nos frigos ».

Ceux qui ont débrayé étaient satisfaits d'avoir exprimé leur refus de l'intégralité du plan du patron, mais ils savent que cela ne suffit pas pour qu'il le remballe. Ils sont décidés à être encore plus nombreux la prochaine fois, en s'adressant aux hésitants pour les convaincre.

Correspondant LO



## • PSA Aulnay- sous-Bois

### Après les requins, les vautours

1 200 travailleurs de l'usine PSA Aulnay-sous-Bois, dont la fermeture est prévue en mars 2014, sont toujours sans solution d'emploi. Mais le terrain suscite bien des convoitises. Quand Citroën l'avait acheté en 1972 pour une bouchée de pain, il avait déjà fait une opération foncière en revendant les 16 hectares de l'usine de Javel, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour 375 millions de francs. Quarante ans plus tard, les 160 hectares d'Aulnay, desservis par trois autoroutes, proches de Paris et des aéroports de Roissy et du Bourget, valent cher. Dans son plan secret prévoyant la fermeture du site, en 2011, la direction de PSA escomptait déjà une vente à 300 millions d'euros. Mais on parle aujourd'hui de un à deux milliards d'euros. Les offres se bousculent... mais pour l'instant PSA n'est pas vendeur.

C'est que le trust n'est pas seulement un licencié, c'est aussi un spéculateur : une gare de métro du Grand Paris Express doit être construite à proximité, et tout laisse à penser que Peugeot attend que les prix grimpent. Quitte à ce que, en attendant, le terrain reste une friche industrielle.

Le conseil régional d'Île-de-France, dirigé par le PS, se dit prêt à mettre un milliard d'euros sur la table pour acheter le terrain avant de le revendre. Comme si l'argent public devait servir à cela ! La seule mesure qui s'imposerait serait l'expropriation. Mais elle ne viendra pas d'un pouvoir politique qui a laissé les mains entièrement libres à PSA pour supprimer 11 000 emplois avec un plan social qui ne lui a rien coûté.

Après avoir exploité à Aulnay des milliers de salariés qui ont fabriqué des millions de voitures pendant quarante ans, PSA va réaliser une nouvelle opération spéculative, avec la bénédiction du gouvernement.

Correspondant LO

## • Renault – Flins

### La précarité gagne du terrain

À l'usine Renault de Flins, les effectifs affichés à la fin de l'été par la direction se montaient à 2 535 travailleurs embauchés en CDI. Or ils sont évidemment bien plus nombreux à fabriquer des Clio IV et des Zoé, la voiture électrique.

Actuellement, en effet, 935 intérimaires travaillent à l'usine, pour la plupart en production, dans les secteurs où le travail est le moins qualifié, le plus dur physiquement. Dans les ateliers du Montage ou de la Peinture, les intérimaires et les travailleurs en contrat d'insertion ou en contrat dit de « retour à l'emploi » représentent les trois quarts des effectifs. Dans le secteur des Portes, au Montage, sur 23 travailleurs qui figurent à l'effectif pour tenir les 19 postes – ce qui est bien insuffisant compte tenu des malades, de ceux en congé, en formation ou en déplacement – 18 ont un emploi précaire et cinq seulement sont en CDI. Les salariés précaires tiennent

les postes en chaîne, les embauchés s'occupant des préparations, du contrôle qualité et des remplacements, puisqu'ils connaissent tous les postes. Dans d'autres ateliers comme la Tôlerie ou les Presses, où la formation est nécessairement plus longue, la précarité progresse également, mais dans une moindre mesure. Elle atteint environ la moitié de l'effectif en Tôlerie et 30 % aux Presses.

La direction en profite bien sûr pour surexploiter tout le monde et les conditions de travail s'alourdissent : des postes dits « rouges », surchargés, sont validés par des responsables qui les confient à des salariés précaires. Quand ils deviennent trop impossibles à tenir, il leur

est adjoint un « surcoût », expression ô combien parlante qui désigne un travailleur envoyé là pour un simple coup de main, en dépassant quelque peu la dépense prévue.

Aux intérimaires et aux salariés en contrat s'ajoutent deux cents travailleurs de Renault « prêtés » par une autre usine, comme Douai ou Sandouville, et quelques centaines de salariés de sous-traitants sur site. En fait, l'ensemble de ceux qui fabriquent des voitures à Flins dépasse les 4 000 personnes. Mais, malgré cela, les effectifs sont dramatiquement insuffisants. Chaque jour, dans les ateliers, il manque du personnel et dans les unités de travail (les UET), quand l'effectif est à moins un, moins deux voire moins trois, les chefs sont souvent, à leur grand dam, obligés de tenir des postes.

Il devient impossible de prendre les jours de congé

auxquels les travailleurs ont droit – « *Je n'ai personne à mettre à ta place* », objectent les chefs aux demandes de congé. Rien d'étonnant que, au Montage par exemple, la tension, parfois l'agressivité montent, le manque de personnel jouant sur le moral. En Tôlerie, alors que 85 postes de travail sont répertoriés, il n'est pas rare qu'à la prise de poste seuls 80 ou 75 d'entre eux soient pourvus, et ce sont donc les chefs qui complètent.

La politique de zéro embauche décidée par le PDG, Carlos Ghosn, continue à vider l'usine des travailleurs en fixe, en particulier par le biais du plan de départs volontaires... vivement suggérés par la direction à toute occasion. Ce qui n'est sans doute pas évalué, c'est la montée du mécontentement, qui gagne un peu partout, quel que soit le statut.

Correspondant LO

## • Gad – Lampaul-Guimiliau (Finistère)

### Les salariés contre le plan de licenciements

Lundi 7 octobre, 300 salariés de l'abattoir Gad de Lampaul-Guimiliau (Finistère) sont venus manifester à Rennes, devant l'hôtel Mercure où se réunissait le comité central d'entreprise sur le plan dit de « continuation », qui prévoit la fermeture du site de Lampaul-Guimiliau (Finistère, 850 emplois) et de deux autres où travaillent 64 et 54 salariés.

Pendant ce temps-là, l'usine de Lampaul-Guimiliau était bloquée. Celle-ci tourne pourtant à plein. Pour la fermer, la direction propose de reclasser 300 salariés à Josselin, à 160 km de là, et 400 un peu partout dans le groupe. Ces reclassements ne sont que paroles de patron, que personne n'a de



À la manifestation du 7 octobre.

raisons de croire.

Depuis que la Cécab a racheté Gad en 2008, la direction n'a eu de cesse de mettre en concurrence les salariés de ces deux sites, expliquant que la

vie d'un des deux était en jeu. Depuis un an, la fermeture du site de Lampaul semblait décidée. En décembre dernier, une équipe de direction, spécialisée dans la fermeture d'entreprises et grassement payée, a été mise en place.

Les manifestants sont venus réclamer de meilleures primes de licenciement. Beaucoup ne croient pas aux possibilités de reclassement. Et puis, en cas de mutation, comme disent certains, « *que faire de la maison que l'on a achetée il y a des années et qui ne vaudra sûrement plus rien après la fermeture du site ?* » Car Gad laissera derrière lui une région sinistrée. La direction ose proposer de payer un expert immobilier pour

estimer les maisons, pensant sans doute que cela pourrait suffire à convaincre de venir travailler à Josselin !

Les salariés ont donc passé la journée à faire le siège de l'hôtel, faisant résonner les slogans pour réclamer de ne pas être jetés dehors avec juste le minimum légal.

L'un des DRH s'était vanté de n'avoir jamais dépassé le minimum légal lors des précédents plans de licenciements. Le soir du 7 octobre, la direction acceptait pourtant de tripler l'indemnité légale avec une prime, ce qui n'est certes pas suffisant, mais qui montre au moins que l'on gagne toujours à se défendre.

Correspondant LO

## PSA : Lingots et bijoux patronaux

Il n'y a pas que chez les bijoutiers de luxe de la place Vendôme, à Paris, que les gangsters se servent. La maison de Varin, PDG de Peugeot-Citroën, vient d'être « visitée » : 500 000 euros de bijoux et devises y ont disparu.

Robert Peugeot, un membre de la famille, avait aussi été cambriolé il y a

quelque temps, pour un total de 500 000 euros, dont pas mal de lingots d'or cachés dans le coffre de la salle de bains.

Si travailler chez PSA ne rapporte pas grand-chose aux salariés, pour les propriétaires et dirigeants du groupe, ça rapporte gros.



### • La Poste – Paris 08

# Les facteurs tapent du poing sur la table

**Le lundi 30 septembre, les postiers du bureau de poste de Paris 08 se sont mis en grève pendant quatre jours, pour protester contre une réorganisation qui vise à supprimer 27 positions de travail, soit près de 10 % des effectifs, en ne remplaçant pas les départs en mutation ou en retraite.**

Cette attaque est d'autant moins passée qu'il y a à peine un an la direction avait profité du déménagement dans un nouveau bureau pour faire une réorganisation sans le dire, alors même qu'elle réalisait une opération immobilière de plusieurs dizaines de millions d'euros. Deux cents postiers avaient alors débrayé et exprimé leur colère en prenant à partie le directeur.

Avec 27 emplois supprimés, les tournées seraient encore plus chargées. Il y aurait moins de facteurs susceptibles de remplacer les absents, les malades par exemple. La direction veut imposer que leur travail soit fait en supplément par les facteurs présents, le tri et la distribution de dizaines de kilos de courrier s'ajoutant alors à la tournée habituelle, sans compter

les recommandés. Les repos sont aussi remis en cause, la direction voulant faire travailler trois samedis sur quatre une bonne partie du bureau, en échange de repos en semaine.

À l'origine, la direction voulait même supprimer 43 emplois. Pendant les semaines qui ont précédé la grève, plusieurs débrayages d'une centaine de postiers ont permis de faire embaucher en contrat à durée indéterminée (CDI) un jeune intérimaire en fin de contrat et aussi de récupérer plusieurs emplois. De 43 emplois supprimés on passait à 27. Mais c'était encore de trop, sans parler des repos en moins et de tout le reste.

Finalement, c'est plus d'une centaine de postiers qui se sont retrouvés lundi 30 septembre

devant le bureau pour protester. La direction a multiplié les provocations, faisant venir un cordon sanitaire de cadres qui suivaient les grévistes dès qu'ils franchissaient l'entrée du bureau, jusqu'à les accompagner aux toilettes ! Elle a fait travailler des dizaines de salariés venant d'autres centres pour faire les tournées des grévistes. Certains cadres paraissaient un peu perdus dans leur nouvel emploi de facteur.

Devant cette attitude provocante de la direction, les grévistes ont reconduit leur mouvement quatre jours de suite. Puis, à une soixantaine, ils ont décidé de reprendre le travail.

Mais la réorganisation n'est pas faite, et les postiers de Paris 08 comptent bien mettre à profit le délai qui leur reste pour préparer une riposte encore plus nombreuse.

Correspondant LO



Lors d'une manifestation précédente.

### • Chèques postaux de Marseille

# Petite leçon de bonne conduite

Aux Chèques postaux de Marseille au fur et à mesure de leur arrivée, les employés du CPE (Compte professionnel entreprise) ont vu avec stupéfaction l'état de leur nouvelle salle de travail. Celle-ci, en cours de travaux, devait en principe être prête à les accueillir le vendredi 20 septembre. Mais on était loin du compte.

Le sol, à cause de l'arrachement de la moquette, était constellé de colle. Les armoires et les bureaux étaient couverts de la poussière des travaux. Des marques de gros souliers emailaient le dallage.

Devant ce spectacle, l'ensemble du personnel, soit quinze employés en normale et autant des équipes, a

refusé de travailler et s'est rendu chez le médecin pour lui faire constater l'insalubrité des locaux et la difficulté d'y travailler au milieu des travaux. Et c'est dans la cour, confortablement installées sur les tables de pique-nique, que les employés ont passé le reste de la matinée, expliquant à tous ceux qui passaient les raisons

de leur présence dehors. Ils ont été rejoints par les brigades de l'après-midi.

Il a fallu cela pour que les responsables, aussi bien ceux de la Banque postale que ceux du nettoyage, se mobilisent et que tout soit nettoyé à fond. C'est fou comme ça va mieux quand on s'explique !

Correspondant LO

### • Banque postale – Nantes

# Remise en cause de congés : c'est non !

**Jeudi 26 septembre, le Centre financier de la Banque postale de Nantes a été touché par un mouvement de large mécontentement : la direction avait décidé de modifier le mode d'octroi des congés des salariés, on pourrait dire en catimini. C'est raté.**

Jusqu'à présent, cela se faisait en fonction des choix de chacun, il y avait un premier choix, puis un deuxième, etc. C'est particulièrement important pour les périodes de vacances scolaires où, à tour de rôle, chacun peut espérer être en congé avec ses proches, si le pourcentage d'absences est respecté.

Cependant la direction a décidé que cela se gèrerait désormais en fonction des flux : ce n'est plus les employés qui choisissent leurs périodes de congés, mais ils dépendront des flux des appels clients. Et ce n'est

pas la même chose du tout, vu l'acharnement que la direction met à faire passer sa mesure.

Avec la mise en place de la « dématérialisation », qui signifie qu'on scanne les lettres des usagers qui sont transformées en fichiers électroniques, toute correspondance devient un « flux » qui peut être traité sur tous les ordinateurs de France et de Navarre. Il est arrivé que brutalement, le flux augmente, parce qu'un autre centre financier ne pouvait plus faire face.

Dès le 26 septembre, les salariés des services clients, qui sont les premiers impactés,

ont refusé un tel scénario pour leurs congés. Ils ont décidé de ne plus prendre les appels téléphoniques et de ne faire que les travaux écrits. Dans un premier temps, la direction a remis des lettres de menace de sanctions ou de retenues sur salaire. Mais, devant la colère, elle a dit de ne pas tenir compte de ces lettres : le vendredi suivant elle aurait le planning des congés, on verrait au cas par cas et, si le personnel acceptait de faire plus d'heures au téléphone, elle serait plus encline à accorder les ponts du mois de mai.

Cela n'a pas plu aux postiers, qui ont décidé de poursuivre leur action – c'est-à-dire lâcher le téléphone – tant que le projet de la direction resterait en l'état. Alors elle a envoyé de

nouvelles menaces par lettres recommandées. Cela a été l'occasion d'apprendre que, si le service clients était sur la sellette, ce système allait être étendu à tous les services de tous les centres financiers, de toute la Banque postale.

Des assemblées générales ont eu lieu quotidiennement et ont reconduit le mouvement. Un préavis de grève a été posé pour le jeudi suivant. C'est alors que la direction a fait savoir que les premier et deuxième choix, voire le troisième, étaient accordés à la plupart, pour les congés d'hiver.

Les salariés ont donc repris le téléphone, mais ils restent sur le qui-vive.

Correspondant LO

## AXA France assure tout, sauf l'emploi

La direction d'AXA s'est toujours vantée de ne pas licencier, mais elle supprime des emplois par milliers. Ainsi, au fil des ans, la direction d'AXA France a considérablement réduit les effectifs de plusieurs de ses sites de province.

Ainsi à Châteauroux, en onze ans, le nombre de salariés est passé de 270 à 115, soit une baisse de 57 %, et à Nîmes, en sept ans, de 253 à 127, soit une baisse de 50 %. La situation est semblable à Dijon et Tours. Dans les services, les conditions de travail se dégradent de façon continue. Dans un avenir proche, ces sites sont tout simplement menacés de fermeture.

D'autre part, les responsables d'AXA France programment 700 à 900 recrutements pour le personnel administratif. Mais c'est pour compenser 2 500 départs. Et de nombreux jeunes en alternance chez AXA se retrouvent au chômage à la fin de leur contrat. En 1998, le personnel administratif d'AXA comptait 13 200 salariés. La prévision pour 2015 est de 6 881 (hypothèse basse). Plus de 6 000 emplois auront alors été supprimés. Il en va de même pour le personnel commercial : il y avait plus de 10 000 salariés en 1998, alors qu'en juin 2013 l'effectif en contrat à durée indéterminée n'était plus que de 3 864.

La réalité, c'est qu'AXA participe largement à l'aggravation du chômage, alors qu'il a les moyens d'embaucher. Ses bénéfices ont été de 4,2 milliards d'euros en 2012 et atteignent déjà 2,5 milliards d'euros pour le premier semestre 2013. Il bénéficie d'importantes aides publiques : ainsi le PDG Henri de Castries annonçait fin 2012, dans une interview, que l'entreprise ne percevrait que... 20 millions d'euros en 2014 sous forme de crédit d'impôt, sur les 20 milliards prévus par le gouvernement dans le cadre de « pactes de compétitivité ». C'est ce qu'on appelle pleurer la bouche pleine.

Les besoins sont là, les moyens aussi : reste à contraindre la direction à embaucher. Et pour cela, les milliers de salariés travaillant chez AXA représentent une force.

Correspondant LO



### • Faïencerie de Vitry-le-François

# Dépecée par la rapacité des patrons

**La faïencerie Sarreguemines Bâtiment - Lecico France de Vitry-le-François produit des cuvettes de WC, des bacs de douche et autres éléments sanitaires en grès. Elle risque de connaître sa troisième cession en dix ans, chacune des reprises ayant été payée au prix fort par les travailleurs, dont le nombre est tombé dans le même temps de 450 à 110.**

Le groupe FSDV, qui possédait l'entreprise depuis des dizaines d'années, s'en est débarrassé en 2003, après en avoir tiré de substantiels profits. 88 emplois ont alors été supprimés. Trois ans plus tard, les repreneurs, dont un cadre détesté par les ouvriers pour son agressivité,

décidèrent de passer la main à un groupe égyptien, Lecico, qui imposa une centaine de licenciements. Il ne restait plus alors que 143 salariés car, en plus des deux plans sociaux, la pression patronale s'est traduite par des licenciements individuels en continu au cours de cette période.

Depuis deux ans, la production tourne au ralenti. En fait, il y a toutes les raisons de supposer que l'usine et l'utilisation de la marque Sarreguemines profitent à la maison-mère de façon assez singulière. En effet, nombre de produits venant d'usines réparties dans différents pays passent par Vitry-le-François pour s'y voir apposer la marque et un « made in France » leur donnant une valeur marchande supérieure. Les gains de cette opération ne figurent pas

dans les comptes de l'entreprise marnaise et la direction est toujours restée évasive lorsque la question lui a été posée.

Aujourd'hui, le groupe Lecico a décidé à son tour de dégager ses capitaux de l'entreprise, sous le prétexte de pertes importantes, et agite le leurre d'un éventuel repreneur. Selon les dires de la direction elle-même, pour les travailleurs, cette reprise se traduirait au minimum par la suppression de la moitié des emplois. Mais l'hypothèse la

plus probable est la liquidation pure et simple.

Aujourd'hui, les travailleurs, dont la plupart sont payés au niveau du smic après des années d'ancienneté, s'interrogent sur la situation de leur entreprise et surtout sur leur avenir. Si l'angoisse du lendemain prédomine, il n'est pas dit que la colère ne s'exprimera pas, tant il serait légitime de demander des comptes à tous ceux qui se sont enrichis sur leur travail.

Correspondant LO

### • Cantines scolaires de Villeurbanne

## Succès de la grève

**Durant une semaine à partir du 26 septembre les agents de service des écoles de Villeurbanne ont fait la grève des repas deux heures par jour. Elles revendiquaient une hausse des salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.**

Pour elles, les tâches s'enchaînent de 6 h30 à 15 heures : ménage, préparation des repas, service, plonge, le tout en sous-effectif car le nombre d'élèves s'accroît d'année en année et des postes de vacataires ont été supprimés. De plus, l'accroissement de la charge de travail que provoquera la semaine de quatre jours et demi, qui devrait être mise en place à la rentrée 2014, les inquiète.

La grève a été très suivie : dès le premier jour, seulement trois écoles sur 24 ont pu servir des repas chauds. La mairie a d'abord réagi en faisant servir des repas froids, ce qui a entraîné l'élargissement de la grève car des Atsem (assistantes maternelles) et des livreurs, qui ne voulaient pas casser la grève, l'ont rejointe en ajoutant leurs propres revendications. Surprise, l'administration a ensuite proposé aux parents d'élèves d'accueillir les enfants qui auraient

apporté leur repas, ce qui a encore accru la colère des agents.

Le mouvement a été très dynamique, avec des manifestations tous les jours reprenant le slogan « *Le changement, c'est maintenant !* », jusqu'au jeudi 3 octobre, où un protocole d'accord a été proposé par la ville et discuté en assemblée générale, en présence du maire socialiste.

Les grévistes ont obtenu la création de onze postes supplémentaires et le renforcement de l'équipe de vacataires par trois nouveaux emplois de contractuels. Il est également prévu l'achat de matériel, d'équipements de protection, et des travaux dans les restaurants afin de réduire la pénibilité du travail. En ce qui concerne les salaires, le maire confirme la majoration prévue nationalement (22 euros mensuels en moyenne par agent) au 1<sup>er</sup> janvier 2014, mais n'a pas voulu céder plus. Un point a été ajouté au protocole, stipulant que les agents devront être respectés par leur hiérarchie.

Estimant avoir obtenu une victoire, pas totale bien sûr, mais aussi avoir été entendus, les grévistes ont alors décidé de reprendre le travail le lendemain, bien déterminés à faire respecter les termes de l'accord.

Correspondant LO

### • Hôpital Tenon – Paris 20<sup>e</sup>

## La police dans l'hôpital



Les manifestants à Tenon, le 3 octobre.

**Le 3 octobre, une quarantaine de manifestants, regroupés dans le hall de l'hôpital Tenon, à Paris 20<sup>e</sup>, se sont trouvés face à la police. Pancartes à l'appui, ils protestaient contre le manque de personnel du centre d'IVG, ouvert dans de nouveaux locaux depuis un an et demi.**

Il aura pourtant fallu quatre ans de mobilisation au collectif qui s'était constitué pour obtenir le maintien de ce centre dans les locaux de l'hôpital. Mais il fonctionne dans des conditions qu'ont dénoncées les manifestants, membres du personnel, habitants du quartier et militantes du mouvement *Les salopes sont de retour*, qu'elles ont ainsi baptisé en référence au Manifeste des 343, paru en 1971 pour dénoncer l'interdiction de la contraception et de l'avortement.

Ces militantes, souvent déjà parmi celles qui se sont battues dans ces années-là pour le droit des femmes à disposer librement

de leur corps, protestaient avec raison contre le fonctionnement défectueux du centre.

Depuis cet été, il n'y a plus qu'une seule infirmière au lieu de deux et plus du tout de conseillère conjugale. Faute de personnel, les mineures qui se présentent pour avorter sont renvoyées vers l'hôpital Trousseau, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement.

Sans réponse à un courrier de protestation expédié le 11 septembre, et devant l'urgence des recrutements, le collectif avait décidé de ce rassemblement dans le nouveau bâtiment de l'hôpital Tenon afin d'obtenir un rendez-vous avec la direction de l'hôpital. En civil, assez nombreux pour les photographier et filtrer les entrées à cette porte, les policiers ont tenté une première fois de chasser les militants du collectif vers l'extérieur.

Après négociation, ceux-ci ont obtenu un rendez-vous avec la direction. Mais c'est cette fois la police en tenue antiémeute qui a cherché à expulser de

l'hôpital les manifestants ne faisant pas partie de la délégation, malmenant des militants syndicaux de la CGT et de SUD.

La présence de policiers en tenue antiémeute dans l'hôpital a choqué de nombreux membres du personnel. Comme l'une l'a dit, il y a de quoi s'indigner de voir « *violenter des femmes qui, dans les années 1970, ont permis que les enfants qui naissent aujourd'hui en France soient désirés et non subis* ».

Le centre d'IVG de l'hôpital parisien Saint-Antoine est déjà fermé, celui de la maternité des Lilas, en Seine-Saint-Denis, est menacé, des femmes vont de nouveau se faire avorter aux Pays-Bas, et pendant ce temps, chaque mois, des catholiques intégristes viennent prier aux abords de Tenon, protégés par la police.

Dans la continuité des gouvernements précédents, la priorité donnée aux réductions de dépenses dans la santé fragilise aussi le droit à l'avortement.

Correspondant LO



## • Urgences des hôpitaux

# Gérer la pénurie ne suffira pas

L'hiver dernier, les services d'urgences des hôpitaux ont été une fois de plus surchargés. Non seulement l'activité ne cesse d'augmenter année après année mais il est de plus en plus difficile d'hospitaliser les patients car le nombre de lits dans les hôpitaux ne cesse de diminuer.

Les patients âgés, aux multiples maladies, passent parfois plusieurs jours sur des brancards dans les services d'urgences. Ceux-ci accueillent aussi des malades en fin de vie quand leur maintien à domicile ou dans leur maison de retraite devient impossible. La difficulté de trouver des lits d'hospitalisation devient insupportable, et depuis mars dernier plusieurs organisations de médecins urgentistes menacent de ne plus faire cette recherche de places à partir du 15 octobre.

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, propose la création de postes de

« gestionnaires de lits » qui se chargeraient de cette recherche de places libres dans les hôpitaux. Mais elle évite soigneusement de s'engager à utiliser des moyens humains ou financiers supplémentaires. Son modèle est l'hôpital Saint-Joseph à Paris : l'ensemble du personnel consacrait un temps équivalent à treize postes pour trouver des places pour les patients, et quatre gestionnaires de lits feraient le travail plus efficacement. Ainsi la ministre prétend avoir trouvé la solution miracle qui permettrait d'améliorer les choses sans dépenser un sou de plus...



En attente dans un service d'urgences.

La mise en place de ce dispositif est prévue dans un délai de 18 mois au plus, et dans 162 hôpitaux alors qu'il y a 300 services d'urgences en France. Un rapport demandé par la ministre vient d'être rendu public lundi 30 septembre. Il va, sans surprise, dans le sens de ce projet et préconise également quelques autres mesures d'organisation des hôpitaux présentées comme plus rationnelles, comme l'ouverture temporaire de lits polyvalents pour les périodes de haute activité aux urgences, mais toujours en suggérant de le faire à moyens constants.

Les médecins urgentistes ne sont pas opposés à cette idée de gestionnaires de lits qui devraient les décharger d'une partie de leur travail, mais ils n'acceptent pas de nouveaux délais. Ne voulant pas se retrouver sans la même situation que l'hiver dernier, ils maintiennent donc leur mouvement pour le 15 octobre.

Pour Marisol Touraine, les problèmes actuels ne seraient qu'une question de mauvaise gestion. C'est faux, la fermeture de lits, de services d'urgences et mêmes d'hôpitaux entiers est évidemment à l'origine de la difficulté à trouver une place pour les patients venus aux

urgences. Le rôle des gestionnaires de lits serait de faire sortir des malades plus tôt, de décaler des hospitalisations au dernier moment quand il y a un afflux aux urgences, de placer les malades dans des services mal adaptés à leur pathologie. Ils gèreraient la pénurie de lits peut-être mieux que les urgentistes mais ils n'auraient aucun moyen de supprimer cette pénurie. C'est elle qui est le véritable scandale auquel il faut mettre fin en ouvrant des lits d'hospitalisation et en embauchant du personnel dans les services d'urgences comme dans l'ensemble des hôpitaux.

Jean POLLUS

## • Hébergement pour adultes handicapés

# Un jugement révélateur des carences de l'État

Lundi 7 octobre, le tribunal administratif de Pontoise, dans le Val-d'Oise, a ordonné à l'Agence régionale de Santé d'Ile-de-France (l'ARS, une agence de l'État), de trouver dans les quinze jours une place en hébergement spécialisé pour Amélie, une jeune femme de 19 ans lourdement handicapée. Ce jugement est assorti d'une astreinte de 200 euros par jour de retard.

Après avoir cherché en vain une place en établissement médico-social depuis octobre 2012, les parents d'Amélie avaient saisi la justice au nom du « droit à la compensation du handicap » et du « droit à la vie ». À cette date, Amélie était devenue majeure et avait dû quitter l'établissement pour jeunes handicapés qui l'accueillait jusque-là. Elle était retournée au domicile familial, ce qui signifiait une contrainte énorme pour sa famille, cette jeune femme ayant besoin d'une surveillance 24 heures sur 24. Ses parents constataient aussi que ses troubles mentaux augmentaient, du fait de son isolement.

La situation dramatique de cette famille n'est pas rare. L'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis) signale que les délais d'attente pour entrer dans des structures adaptées sont de deux ans au minimum. Elle

considère que 6 000 jeunes adultes handicapés sont contraints de rester dans des foyers pour enfants, tandis que 5 000 autres doivent retourner dans leur famille. Le nouveau plan Autisme présenté par le gouvernement, qui prévoit la création de 1 500 places d'accueil pour ces adultes handicapés dans la période 2013-2017, est loin de résorber ce déficit.

Pour l'Unapei, le jugement du tribunal de Pontoise est une première car, jusqu'à présent, les personnes handicapées qui saisissaient la justice n'obtenaient, au mieux, que des dommages et intérêts. Il crée un précédent judiciaire qui pourra peut-être aider d'autres handicapés confrontés aux mêmes difficultés. Mais pour régler efficacement le problème de leur hébergement, il faudrait que l'État construise les structures adaptées et embauche les personnels compétents en nombre suffisant.

Valérie FONTAINE

## • Dépassements d'honoraires des médecins

# Même avec les plus démunis !

L'Assurance-maladie a annoncé avoir repéré 733 médecins facturant des dépassements d'honoraires aux patients disposant de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C), ce qui est illégal. Les exemples cités évoquent des dépassements de plus de 40 euros pour ces malades qui disposent d'un revenu mensuel inférieur à 716 euros.

Ces médecins ne prennent pas très au sérieux le serment dit d'Hippocrate prêté lors de l'obtention de leur diplôme et qui affirme : « Je donnerai mes soins à l'indigent. » L'Assurance-maladie indique qu'elle surveillera ces médecins, qu'elle interviendra et a même déjà envoyé un avertissement à 200 d'entre eux.

Mais le comportement de

ces quelques médecins ne suffit pas à expliquer la dégradation de l'accès aux soins pour les milieux les plus démunis. Un plus grand nombre de médecins refusent même de recevoir les patients titulaires de la CMU, de soigner les pauvres même quand la Sécurité sociale les paye. Non seulement les pouvoirs publics les ont laissés faire, mais les politiques

menées depuis plus de quarante ans aggravent régulièrement la situation. La participation financière des patients aux soins augmente continuellement. Bien des malades retardent les soins le plus longtemps possible ou cessent de se soigner, même quand les médecins pratiquent les tarifs normaux.

Face à la montée du chômage et de la pauvreté, la gratuité des soins permettrait à tous de se soigner convenablement. Mais cela suppose la fin du règne de l'argent roi, à commencer pour des domaines aussi essentiels que la santé.

J. P.

## • Malentendants

# Se soigner reste un luxe

Pour la Journée mondiale des sourds, le 28 septembre, on a rappelé qu'environ une personne sur dix souffre de déficience auditive en France. Si la moitié des malentendants ne porte pas d'appareils, cela s'explique surtout par le coût prohibitif et le faible remboursement de ceux-ci.

Le marché de ces appareils auditifs est particulièrement profitable et il faut compter

entre 900 et 1 200 euros par oreille pour se les procurer. Le tarif de 900 euros correspond au modèle de base dépourvu d'un réel suivi, et la moyenne des prix pratiqués se situe plutôt autour de 1 800 euros. Pour les personnes de plus de vingt ans, c'est-à-dire la majorité des malentendants, la Sécurité sociale ne rembourse qu'un peu moins de 200 euros par oreille. Selon les cas, la mutuelle peut

ajouter 300 à 500 euros, ce qui laisse plusieurs centaines d'euros à la charge de la personne appareillée.

On sait de mieux en mieux traiter les problèmes d'audition. Mais ce système, dominé par la recherche du profit et les économies sur les services publics, reste sourd aux problèmes des plus démunis.

V. F.